



# MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU P.L.U.

1

## RAPPORT DE PRESENTATION

### Plan Local d'urbanisme

Approbation le 29 Août 2008

### Révisions et Modifications :

Modification simplifiée n°1 du P.L.U. approuvée le

*Vu pour être annexé à la délibération du Conseil municipal en date du*





# SOMMAIRE

<b>Sommaire .....</b>	<b>3</b>
<b>Préambule .....</b>	<b>5</b>
<b>Rappel du contexte communal .....</b>	<b>6</b>
<b>Les objectifs de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d’Urbanisme .....</b>	<b>7</b>
Les objets de la modification simplifiée.....	7
La procédure de modification simplifiée .....	7
<b>Rappels des règles qui s’imposent à la commune.....</b>	<b>9</b>
Les règles générales de l’urbanisme .....	9
Les documents supra-communaux.....	10
<b>La modification des Orientations d’Aménagement .....</b>	<b>17</b>
<b>La modification du règlement .....</b>	<b>20</b>
<b>Evolution des superficies .....</b>	<b>21</b>
<b>Le respect des orientations du PADD .....</b>	<b>22</b>
Rappel du PADD du PLU .....	22
Un projet qui ne porte pas atteinte aux orientations du PADD du PLU .....	23
<b>Pré-évaluation environnementale .....</b>	<b>24</b>
Présentation du projet .....	25
Analyse des incidences sur les sites NATURA 2000 .....	29
Analyse des incidences sur les zones humides .....	33
Analyse des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité .....	35
Analyse des incidences sur l’air, l’énergie et le climat .....	41
Analyse des incidences sur le paysage et le patrimoine bâti .....	41
Analyse des incidences sur les risques et les nuisances.....	43
Analyse des incidences sur la consommation d’espaces naturels, agricoles et forestiers ..	45
Eau potable .....	47
Gestion des eaux pluviales .....	49
Assainissement.....	50
Déchets.....	50
L’absence d’incidence notable sur l’environnement .....	51
<b>Conclusion .....</b>	<b>52</b>

<b>Annexes .....</b>	<b>53</b>
Délibération du Maire de lancement de la modification simplifiée n°1 du PLU .....	53
Arrêté du Maire de lancement de la modification simplifiée n°1 du PLU .....	54

# PRÉAMBULE

---

Le Plan Local d’Urbanisme de Saint-Romain-d’Urfé a été approuvé le 29 Août 2008. Depuis son approbation, il n’a pas fait l’objet de procédure d’évolution.

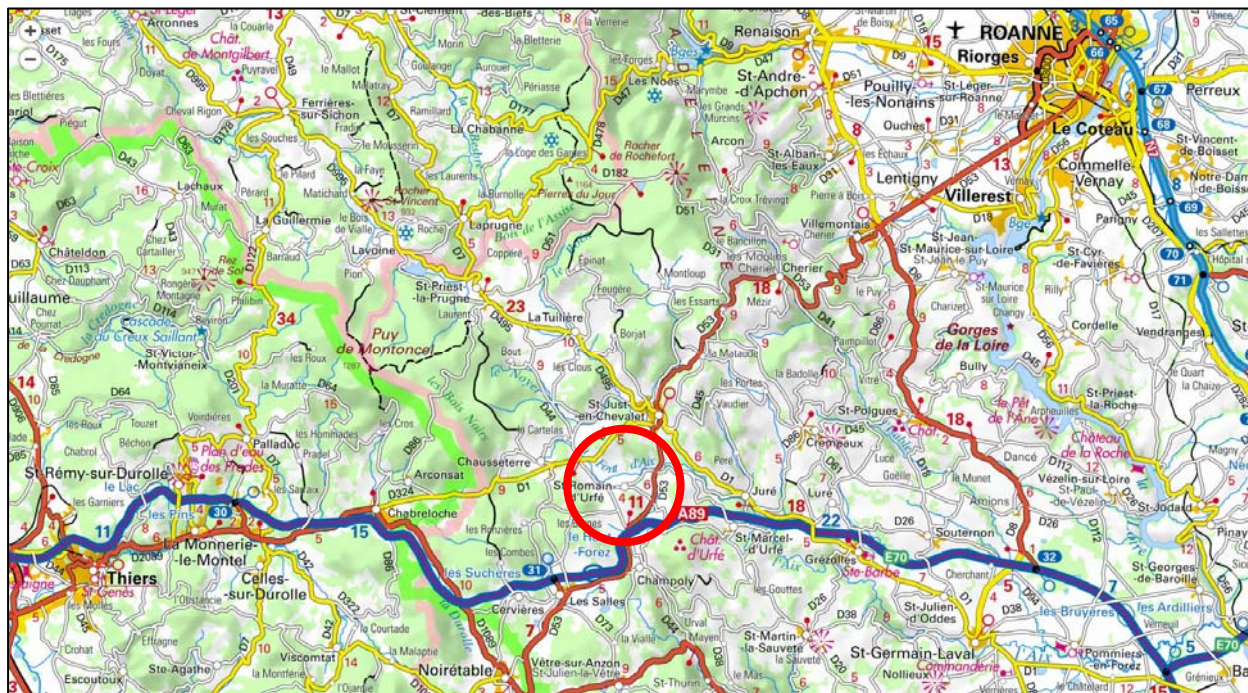
Le présent dossier fait l’objet de la modification simplifiée n°1 du PLU.

Il porte sur la modification des règles du coefficient d’emprise au sol et de la desserte au sein de la zone AUe des Machabrées.

## RAPPEL DU CONTEXTE COMMUNAL

La commune de Saint-Romain-d'Urfé est une commune du Massif des Bois Noirs. Elle se situe à une trentaine de kilomètres de Roanne et Thiers, et à moins de 10 kilomètres de l'échangeur des Salles/Noirétable, sur l'A89.

D'une superficie d'environ 1 500 hectares, elle compte 239 habitants en 2019.



Source : [geoportail.gouv.fr](http://geoportail.gouv.fr)

# LES OBJECTIFS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D’URBANISME

## DOCUMENT D’URBANISME EN VIGUEUR

La commune de Saint-Romain-d’Urfé dispose d’un Plan Local d’Urbanisme approuvé le 29 Août 2008. Il n’a fait l’objet d’aucune procédures d’évolution depuis son approbation.

## LES OBJETS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE

Le Conseil Municipal de Saint-Romain-d’Urfé a engagé une procédure de modification simplifiée par délibération en date du 6 décembre 2022 et par arrêté du Maire en date du 17 janvier 2023 en vue de modifier un point du règlement et l’orientation d’aménagement de la zone des Machabrées.

Les évolutions ont ainsi pour objectif de modifier sur le secteur de la zone d’activités des Machabrées :

- les règles relatives au coefficient d’emprise au sol,
- les orientations d’aménagement relatives à l’organisation de la desserte.

Ces modifications engendrent uniquement des évolutions du règlement et des orientations d’aménagement.

## LA PROCÉDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE

Cette modification simplifiée est lancée conformément aux dispositions des articles L.153-45 et 47 du Code de l’Urbanisme :

*« Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L.153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L.151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.*

*Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.*

*Ces observations sont enregistrées et conservées.*

*Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.*

*Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. »*

Une délibération et un arrêté du Maire ont défini les objets de la présente modification simplifiée. Ils sont joints en annexe du présent rapport.

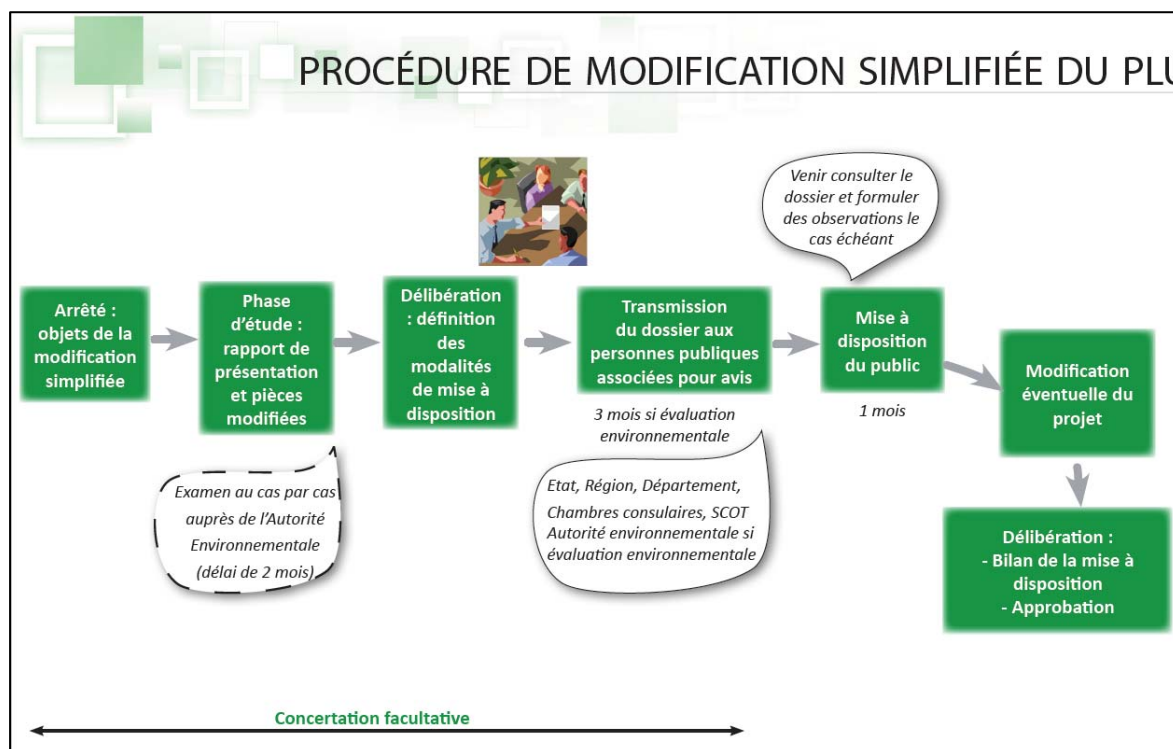
Le dossier de modification est notifié, avant la mise à disposition du public, à l’ensemble des personnes publiques associées qui peuvent ainsi formuler leur avis.



Le dossier de modification simplifiée sera notifié aux personnes publiques associées (PPA) qui pourront formuler leur avis. Le dossier sera ensuite mis à disposition du public, pour laquelle une délibération du Conseil Municipal en définira les modalités. Les avis des PPA reçus seront joints au dossier de mise à disposition du public.

Le projet de modification simplifiée pourra, à l'issue de cette mise à disposition, être modifié pour tenir compte des avis des PPA et des remarques/observations des habitants.

Enfin, la modification simplifiée sera approuvée en Conseil Municipal.





# RAPPELS DES RÈGLES QUI S'IMPOSENT A LA COMMUNE

## LES RÈGLES GÉNÉRALES DE L'URBANISME

L'article L.101-2 du code de l'urbanisme prévoit que les plans locaux d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culture;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

## LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

La commune de Saint-Romain-d'Urfé est concernée par les documents supra-communaux suivants :

### ➤ LE SCOT DU ROANNAIS

La commune, membre de la Communauté de Communes du Pays d'Urfé, est inscrite dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du Roannais.

Le SCOT représente une population de plus de 100 000 habitants répartis sur 51 communes. Le SYEPAR (Syndicat d'Etudes et de Programmation pour l'Aménagement du Territoire) est l'autorité compétente pour piloter la mise en œuvre du SCOT.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, Roannais agglomération, le Pays d'Urfé, Vals d'Aix et Isable, la COPLER et Charlieu-Belmont se sont rassemblées au sein du Syndicat mixte du SCOT du Roannais afin d'établir un futur Scot commun. Dans l'attente, le SCOT actuel reste applicable.

Le SCOT a été approuvé le 4 avril 2012. Il a fait l'objet d'une Modification n°1 approuvée le 10 décembre 2015, et portant sur les orientations en matière d'aménagement commercial. Enfin une révision approuvée en octobre 2017 a permis une « grenellisation » du document.

Le DOO (Document d'Orientations et d'Objectifs) traduit le PADD et comporte des éléments prescriptifs, avec lesquels les documents de rang inférieur doivent être compatibles.



Le DOO du SCOT du Roannais est organisé en 2 axes principaux :

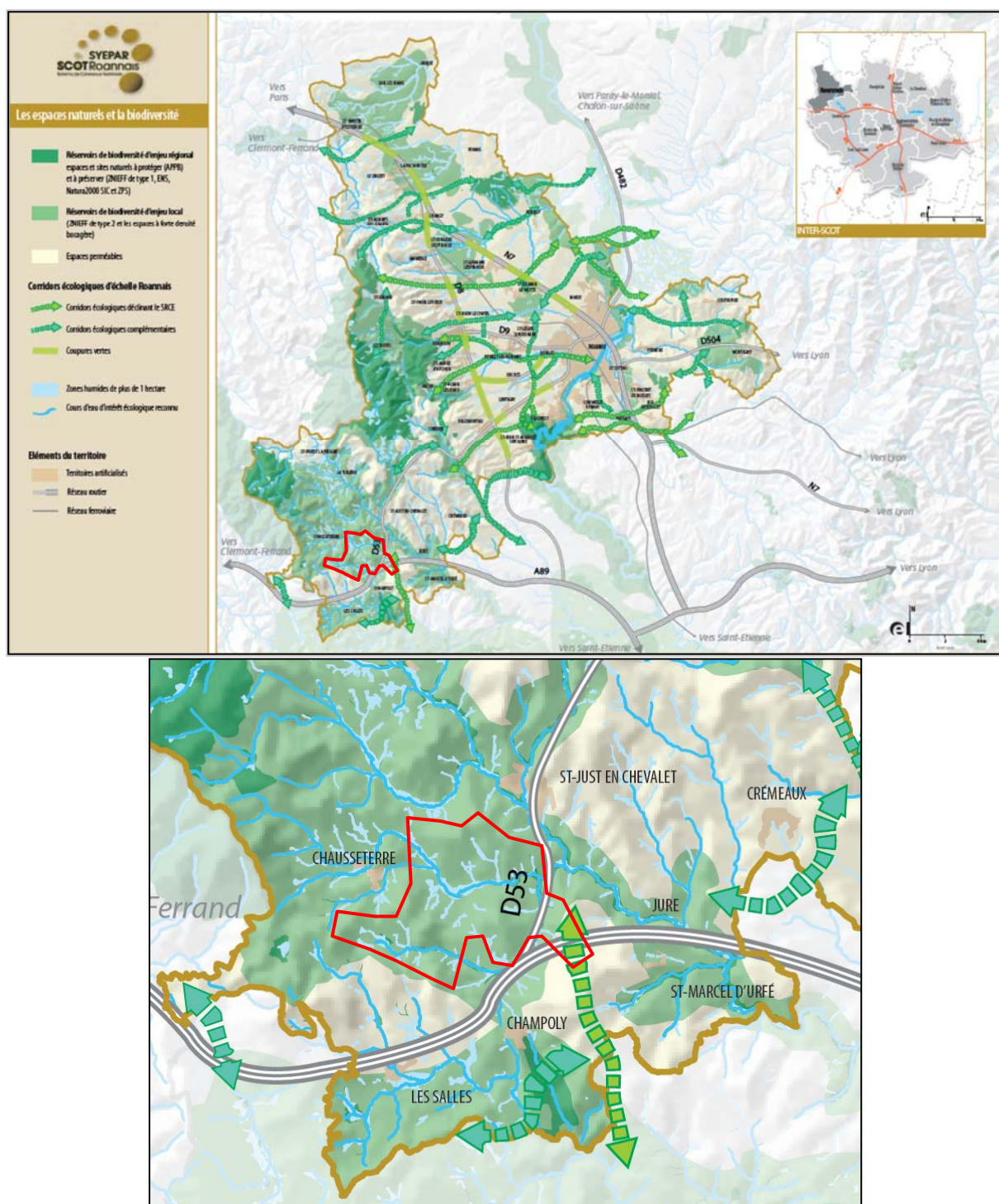
**1 - INSCRIRE LE TERRITOIRE DANS UNE DÉMARCHE DE QUALITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

- Assurer la préservation du capital naturel, paysager et patrimonial

*Il s'agit de protéger les réservoirs de biodiversité, de garantir la fonctionnalité des corridors écologiques, de valoriser la nature ordinaire, de préserver les massifs forestiers et la trame verte et bleue. Enfin des coupures vertes à l'urbanisation sont identifiées, de même que des espaces de respiration au sein des espaces urbanisés.*

**Saint-Romain-d'Urfé est concernée par un site identifié au titre de Natura 2000 (directive habitats) : Ruisseaux du Boën, Ban et Font d'Aix (Identifiant : FR8201768).**

**Un principe de corridor écologique est traduit dans le SCOT, à l'extrémité Sud-Est du territoire communal.**



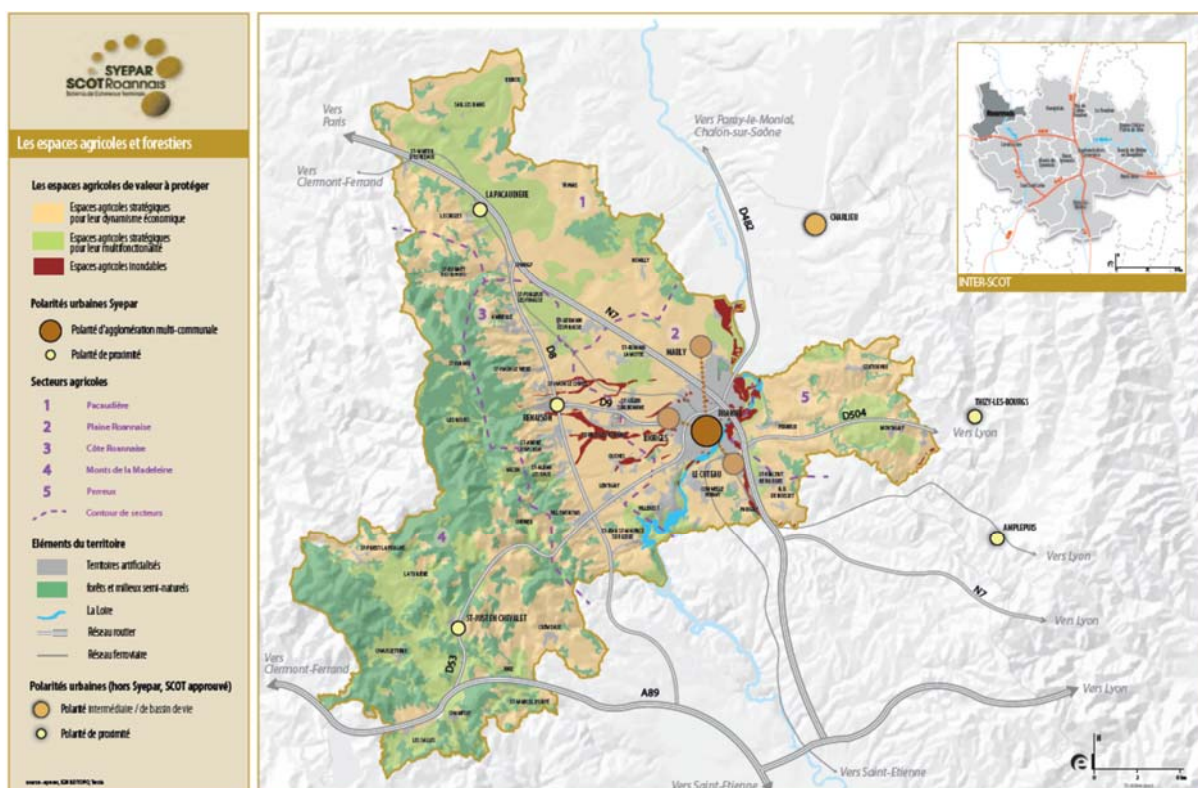
Source : DOO du SCOT révisé en octobre 2017



- Préserver le potentiel agricole et pérenniser les conditions de développement de l'activité

*Il s'agit de préserver le foncier agricole et de soutenir l'ensemble de la filière agricole.*

*Saint-Romain-d'Urfé est concernée par l'espace agricole stratégique pour sa multifonctionnalité et par les forêts et milieux semi-naturels sur la quasi-totalité de son territoire. L'objectif est de préserver un capital foncier agricole en urbanisant prioritairement dans la continuité des villages en évitant l'urbanisation linéaire.*



- Renforcer la qualité urbaine

*Il s'agit d'inciter à une prise en compte et une meilleure traduction de la trame végétale au sein des enveloppes urbaines. Cette amélioration du cadre de vie passe également par un traitement paysager des entrées de ville et la préservation du patrimoine et de l'architecture locale.*

*La protection des ressources, et plus particulièrement de la ressource en eau, participe à la qualité urbaine en ce qu'elle est un élément indispensable au cadre de vie des habitants. Cela implique également une meilleure gestion des déchets.*

- Participer à la transition énergétique et répondre à la vulnérabilité du territoire

*Cela passe par une politique en faveur des économies d'énergie et la production d'énergie renouvelable*

- Gérer les risques et nuisances

*Cela concerne la diminution de l'exposition aux risques et nuisances notamment en ce qui concerne les inondations et le ruissellement pluvial.*

## 2 - Construire un territoire structuré et solidaire :

- Renforcer et structurer l'armature territoriale
- La définition des besoins en logements à l'horizon 2030
- Limiter l'étalement urbain
- Développer des formes urbaines variées
- Assurer la mixité fonctionnelle et sociale des espaces urbains

*Afin de cadrer le développement du territoire, le SCOT a défini une armature territoriale composée de plusieurs niveaux bénéficiant de possibilités de développement particulières.*

*Il existe trois niveaux :*

- Le niveau 1 : polarité d'agglomération et de la ville centre (Roanne, Riorges, Mably, Le Coteau)
- Le niveau 2 : Charlieu (hors périmètre SCoT)
- Le niveau 3 : La Pacaudière, Renaison, Saint-Just-en-Chevalet ; Le niveau 3 hors SCoT

**En dehors de ces trois niveaux, il existe les communes rurales, et les communes intermédiaires ou périurbaines dont la commune de Saint-Romain-d'Urfé fait partie. L'objectif est d'organiser la croissance qui a été forte ces dernières années, en travaillant sur la qualité urbaine. Le SCoT préconise également de préserver les espaces agricoles où les tensions sont fortes en termes de foncier.**

L'objectif pour le territoire du SCoT est de gagner 6 000 habitants d'ici 2030, de façon organisée en fonction de la structuration urbaine définie précédemment. Les projections INSEE estiment une perte de 7 000 habitants d'ici l'échéance du SCoT. L'enjeu est donc, à travers le SCoT, de faire levier pour gagner 13 000 habitants.

Le SCoT se donne pour objectif de développer et de diversifier les formes urbaines.

**En espace intermédiaire/périurbain, il s'agit de tendre vers 15% de collectif et que la part de l'individuel (maison isolée, en procédure, maisons en bande, jumelées) s'abaisse à 85 % dans le total du parc.**

**Le PLU de la commune de Saint-Romain-d'Urfé a été élaboré en cohérence avec la densité moyenne demandée de 15 logements à l'hectare (densité brute) sur le total des nouvelles opérations.** Afin d'atteindre cet objectif, le SCoT conseille les formes urbaines suivantes : petit collectif en centre-bourg, habitat intermédiaire, individuel groupé, maisons en bande.

**Pour ces communes, un objectif recommandé de 10 % de logement social est affiché.**

- Développer une stratégie économique partagée, équilibrée, garante d'un territoire attractif

La stratégie de développement économique se décline par une hiérarchisation des espaces économiques selon quatre niveaux d'importance correspondant à leur rayonnement et positionnement stratégique, leur taille, leur niveau d'accessibilité et leurs capacités d'extension.

Les espaces économiques de niveau local (niveau 4) :

Il s'agit d'espaces économiques avec un rayonnement à l'échelle de la commune ou du bassin de vie de proximité. Ils accueillent les entreprises liées à l'économie présentielle, les petites entreprises productives ou artisanales qui ne trouvent pas leur place dans les tissus urbains mixtes mais qui sont stratégiques pour maintenir et développer l'emploi à l'échelle locale. Ces espaces ont vocation à maintenir un tissu diversifié d'activités économiques à l'échelle locale. Leur emprise foncière est inférieure à 3 hectares et leurs capacités d'extension sont réduites. Ces espaces économiques sont localisés à distance des principaux axes de communication. Le trafic engendré par les activités est limité.

Les espaces économiques de niveau bassin de vie et de niveau local

Pour qu'aucun territoire ne soit à l'écart du développement économique, le SCOT doit se doter d'espaces économiques répondant aux besoins communaux ou de sous-bassins de vie intercommunaux.

Il s'agit des espaces économiques de niveau bassin de vie et de niveau local.

Ces espaces accueillent prioritairement les activités endogènes nécessitant une localisation à proximité de leurs clientèles et fournisseurs.

Le développement économique étant une compétence des EPCI, le SCOT Roannais attire l'attention sur l'importance d'une coordination de la stratégie d'aménagement économique à l'échelle de l'ensemble du territoire du SCOT Roannais.

Prescriptions :

Ils n'ont pas vocation à maintenir, accueillir et développer des fonctions urbaines autres qu'économiques dans leurs périmètres à l'exception de celles nécessitées par leur bon fonctionnement (restauration, services aux entreprises et aux salariés...).

Les nouvelles implantations commerciales de détail sont interdites, excepté si elles sont liées au fonctionnement de l'espace économique ou aux fonctions de production, de transformation, de réparation des activités existantes.

Prescriptions :

**A l'échéance 2030, le SCOT Roannais attribue une enveloppe foncière de 18 hectares bruts pour l'extension ou la création des espaces économiques de niveau bassin de vie et de niveau local.**

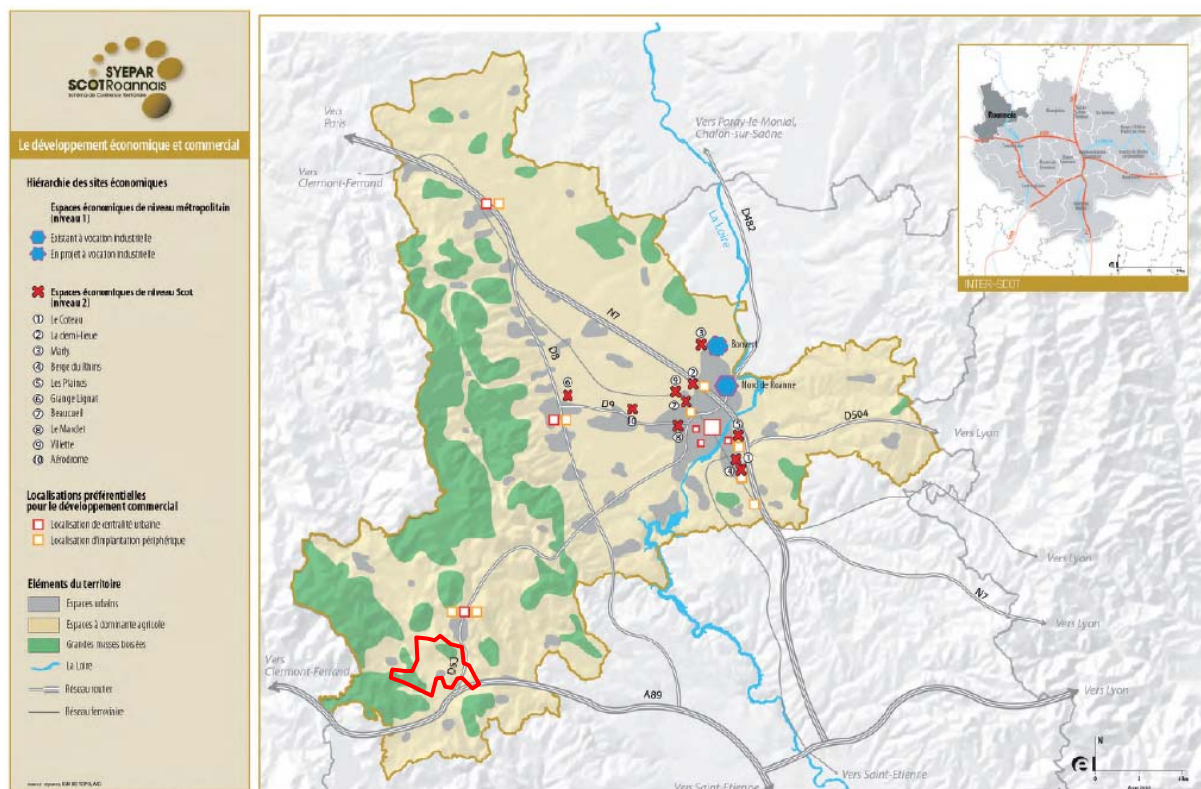
Cette enveloppe foncière est répartie par intercommunalités en intégrant leurs projets de développement économique identifiés à la date d'approbation du SCOT :

**16 hectares bruts pour les espaces économiques de niveaux bassin de vie et local de Roannais Agglomération, 2 hectares bruts pour les espaces économiques de niveaux bassin de vie et local de la Communauté de Communes du Pays d'Urfé.**

Recommandations :

Le SCOT Roannais recommande que le développement des espaces économiques de niveaux bassin de vie et local soit encadré par un schéma d'accueil économique. Ce schéma, élaboré par chaque établissement public de

coopération intercommunale compétent, décline sur son territoire les orientations du SCOT. Il explicitera la politique de développement et d'accueil économique des intercommunalités. Il identifiera et précisera les espaces économiques de niveau bassin de vie et de niveau local. Il précisera les surfaces concernées et le phasage prévu.



- Mettre en œuvre une stratégie commerciale équilibrée

*Localisation préférentielle au sein des ZACO des commerces « importants » (surface de vente > 300m<sup>2</sup> et ensembles commerciaux > 1 000m<sup>2</sup> de surface de vente). Les commerces existants en dehors de ces localisations dont la surface de vente est supérieure à ce seuil (ou pouvant le dépasser par le biais d'une extension) peuvent bénéficier d'une extension limitée. Aucune nouvelle implantation ou extension de plus de 1 000 m<sup>2</sup> ne pourra être créée en dehors de la ZACO, les équipements d'une superficie inférieure doivent s'implanter dans le tissu urbain ou dans la ZACO.*

*Localisation préférentielle du commerce de proximité (< 300m<sup>2</sup> de surface de vente) au sein des centralités urbaines (centre-bourg). En dehors, les nouvelles implantations sont à éviter.*

**Aucune ZACO n'est identifiée sur Saint-Romain-d'Urfé.**

*Même si un secteur est à dominante d'habitat, le règlement de doit pas exclure des implantations de services, commerces, activités compatibles avec la vocation résidentielle.*

- Valoriser le potentiel touristique et de loisirs du territoire
- Maintenir un niveau de services et équipements garant d'un territoire attractif
- Structurer le territoire par les infrastructures de transport et rationaliser les déplacements
- Améliorer les fonctionnalités du réseau routier local
- Mieux articuler la politique des transports avec l'urbanisme
- Construire un territoire économe en espace et solidaire



**LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLES ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET) AUVERGNE RHONE ALPES**

Le SRADDET, adopté par le Conseil Régional lors de sa session des 19 et 20 décembre 2019, est opposable depuis son approbation par le Préfet de Région le 10 Avril 2020. Ce schéma se compose d'un document d'objectifs et d'un document fixant les règles nécessaires pour les réaliser. 43 règles sont définies.

Les principaux objectifs et règles concernant la commune sont :

**Redynamiser les centres-bourgs et garantir la cohérence entre urbanisme et déplacement**

- ⇒ Les documents d'urbanisme doivent renforcer les différents niveaux de polarités et leurs fonctions de centralité

**Gestion économe et approche intégrée de la ressource foncière :**

- ⇒ Elaborer une approche globale des cycles du foncier
- ⇒ Donner la priorité à la réhabilitation des logements dégradés et la reconversion de friches, la résorption de la vacance, le traitement de l'habitat indigne. Après traitement de ces modalités, permettre la production de logements neufs (en priorité par densification des espaces déjà urbanisés)

**Privilégier le recyclage foncier à la consommation de nouveaux espaces**

- ⇒ Mobiliser prioritairement, avant tout projet d'extension ou de création, les opportunités existantes à l'intérieur des enveloppes bâties et aménagées
- ⇒ Pour les extensions urbaines éventuelles : elles doivent être en continuités urbaines et conditionnées à la définition d'objectifs : de qualité urbaine et architecturale, paysagère et naturelle, de densité raisonnée et adaptée aux caractéristiques du territoire
- ⇒ Densifier et optimiser le foncier économique existant : lorsqu'un projet de création ou d'extension s'avère nécessaire : promouvoir les principes de l'écologie industrielle et tenir compte :
  - De l'approche environnementale globale, et notamment la préservation des continuités écologiques et du foncier agricole
  - De l'économie de la ressource foncière
  - De l'insertion paysagère et architecturale
  - De l'intégration des problématiques de production d'énergie renouvelables et de réduction de consommation d'énergie sur l'ensemble de la zone
  - Des possibilités de desserte en TC et les connexions aux réseaux d'infrastructures qui devront être en capacité d'absorber les trafics générés.
- ⇒ Préserver le foncier agricole et forestier

**Réduire de 23% la consommation d'énergie de la région à horizon 2030**

- ⇒ Etablir des objectifs performanciers en matière d'énergie
- ⇒ Inciter à réduire les consommations d'énergie par la réalisation de travaux de rénovation énergétique

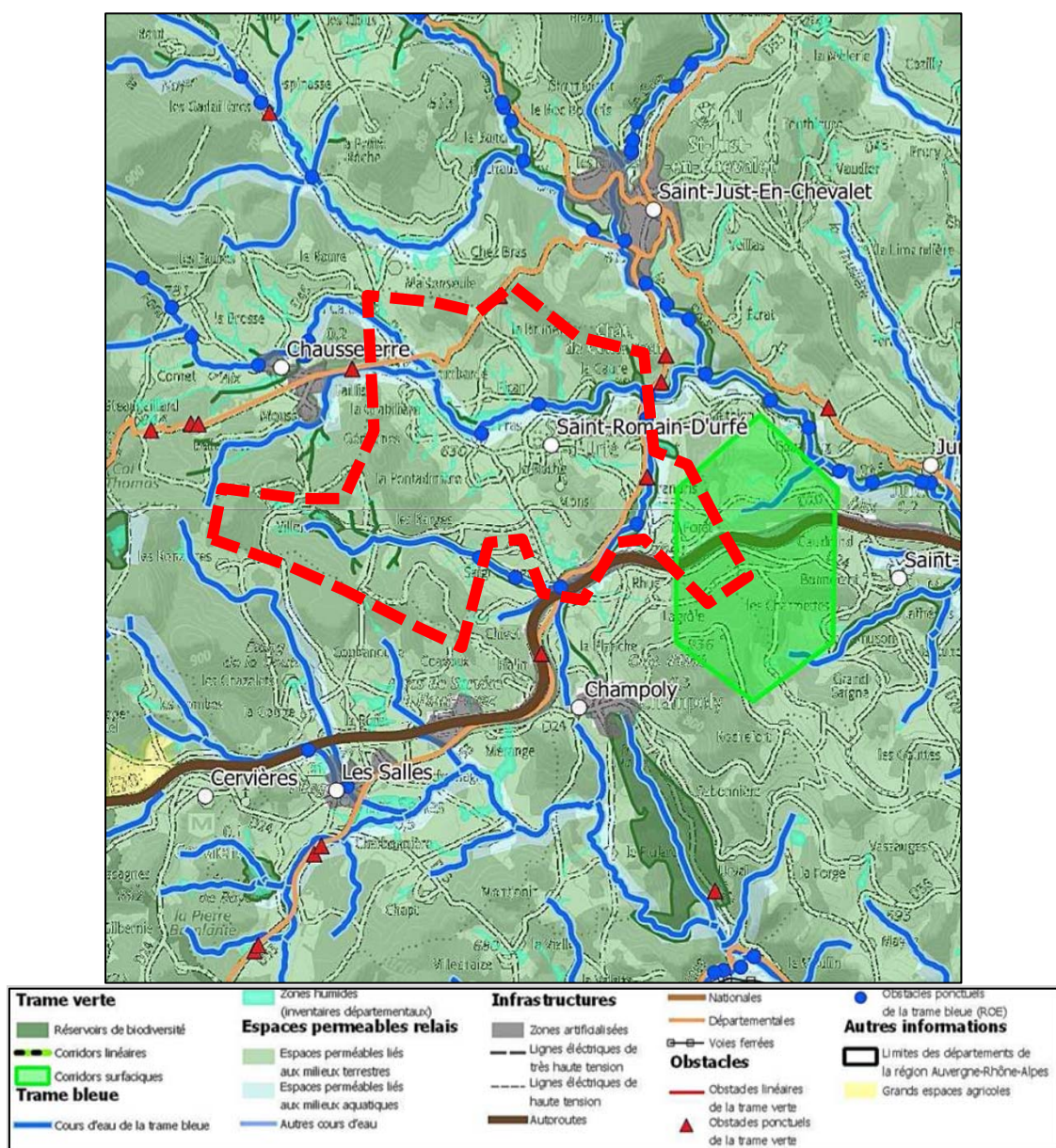
**Développer les énergies renouvelables**

**Préserver la Trame Verte et Bleue : réservoirs de biodiversité et corridors écologiques**

Un corridor surfacique marque la limite Est du territoire communal. Il s'inscrit de part et d'autre de l'A89, entre la vallée de l'Aix identifié en tant que cours d'eau de la trame bleue, et le bois d'Urfé.

Par ailleurs, les zones humides identifiées dans le cadre du SAGE, ont également été intégrées. Elles concernent le secteur des Machabrées.





Source : SRADDET – annexe biodiversité – atlas

# LA MODIFICATION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT

**La modification apportée aux orientations d'aménagement du P.L.U. vise uniquement une adaptation des orientations relatives à la desserte de la zone d'activités, concernant les réseaux et la voirie.**

Il s'agit d'intégrer les dispositions techniques mises en œuvre lors de l'aménagement de la zone en matière d'éclairage, de défense incendie, de gestion des eaux pluviales et de voirie.

## ORIENTATION D'AMENAGEMENT N°2 / ZONE AUE DE MACHABREE DESSERTE ET ACCES

### ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET ELECTRICITE :

#### **o Réseau électrique :**

Un poste spécifique à la zone sera créé. 20 m<sup>2</sup> seront prévus pour cet aménagement. EDF déterminera le point de connexion et la technicité. La desserte de chaque lot sera mise en œuvre avec des fourreaux suffisamment dimensionnés pour une exploitation future. L'alimentation de la station de traitement d'assainissement sera également envisagée.

#### **o Réseau éclairage :**

Des éclairages répondant à la démarche Haute Qualité Environnementale seront installés : il s'agira sans doute de poteaux en bois d'une hauteur d'environ 6 m espacés de 25 m. ~~L'éclairage sera de 60W.~~

#### **o Alimentation en eau potable :**

L'eau potable arrive au hameau de Saignelonge (environ 450m de la zone) : il s'agit d'une canalisation en fonte d'un diamètre 200 avec 13 bars de pression. Une extension du réseau depuis le hameau de Saignelonge jusqu'à la zone sera donc envisagée. Une servitude de passage d'une largeur d'environ 3 mètres sera prévue sur le secteur nord-ouest de la zone pour permettre le passage des futures canalisations.

### DESSERTE PAR L'ASSAINISSEMENT

La mise en place d'un assainissement collectif est la solution retenue pour traiter les effluents de la zone de Machabrée (~~zone du Pays d'Urfé~~). Une nouvelle station d'épuration propre à la ZAC et dûment dimensionnée sera donc réalisée.

### DEFENSE INCENDIE

La solution retenue pour la défense incendie consiste en la mise en place de deux dispositifs complémentaires de sécurité incendie :

- ~~— d'une part, l'utilisation des deux bassins de rétention de la zone : l'eau sera, comme exigé par la réglementation, stockée à moins de 200 m des établissements et un minimum de 120 m<sup>3</sup>/hectare sera prévu pour assurer la défense incendie.~~
- d'une part, la mise en place d'une bâche de 120 m<sup>3</sup>, en partie centrale de la zone.**
- d'autre part, la mise en place de bornes incendie.

### DESSERTE PAR LE HAUT DEBIT

Le réseau n'est pas présent sur la zone mais techniquement le raccordement est possible. Une étude détaillée de ces deux possibilités sera menée lorsque la première demande client sera effectuée.

### GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales issues des plateformes et de la voirie seront prétraitées et régulées avant rejet au milieu hydraulique superficiel :

- ~~— 50% des lots seront régulés à la parcelle, au moyen de bassin de rétention individuel dûment dimensionné ; le débit de fuite s'évacuera dans le réseau eaux pluviales.~~
- ~~— 50% des lots pourront être rejetés directement dans les réseaux eaux pluviales sans rétention.~~

Les eaux pluviales des lots seront infiltrées de manière privilégiée à la parcelle. Seul l'excès du ruissellement ne pouvant être traité sur la parcelle pourra être rejeté dans le réseau public avec obligation de retenir la moitié des eaux pluviales à la parcelle au moyen d'un dispositif de rétention individuel dûment dimensionné.

En cas d'impossibilité technique, condition de sol et sous-sol défavorable ou risque d'aggravation des nuisances, les eaux pluviales sont rejetés aux deux bassins de rétention existants sur le site.

- les eaux pluviales de la voirie seront collectées par des noues réalisées en bordure de voie.

L'ensemble des eaux pluviales sera acheminé vers deux ouvrages de rétention (un pour le secteur Ouest, un pour le secteur Est) dûment dimensionnés.

~~Chaque ouvrage de rétention sera précédé, d'un séparateur à hydrocarbures, de classe 1 (rejet  $\leq 5$  mg/l), dûment dimensionné (au moins 20% du débit décennal).~~

## PRINCIPES PAYSAGERS, URBAINS ET ARCHITECTURAUX

- Préservation des friches, lande et affleurements rocheux
- Préservation de la zone humide à fort enjeu patrimonial d'environ 1,5 ha et utilisation de celle-ci en tant que cordon végétal, élément paysager fort de la future zone d'activités
- Création de noues paysagères
- Préservation de l'alignement de frênes existant
- Plantations paysagères le long des voiries et sur les espaces verts, notamment en entrée de zone et sur la frange Ouest – Sud-Ouest de la zone humide
- Réalisation d'un seul accès, depuis la RD53, pour l'ensemble de la zone avec la création d'un tourne à gauche
- ~~— Anticipation d'une possible extension de la zone d'activités sur le long terme en prévoyant une continuité de voirie vers le Nord et l'Est~~
- Voie à **double** sens ~~unique~~ franchissant la zone humide



## LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT

**La modification apportée au règlement du P.L.U. vise uniquement une adaptation des règles d'emprise au sol.**

Il s'agit de permettre une gestion plus économe du foncier économique, en permettant une densité plus importante des constructions, en cohérence avec l'évolution du projet d'aménagement de la zone d'activités des Machabrées, mais également avec les grandes tendances observées en matière d'organisation des zones d'activités.

L'évolution de 60% à 70% reste pleinement compatible avec un aménagement de qualité des lots, en préservant pour les aménagements extérieurs (espaces verts, stationnement, circulation...), une emprise minimale couramment observée en zone d'activités.

En outre cette évolution ne concourt pas à une augmentation des possibilités de construction de plus de 20%, elle n'est que de 16%.

Zone	EMPRISE AU SOL	
	Avant modification simplifiée	Après modification simplifiée
AUe9	La surface couverte ne pourra pas excéder 60% du terrain.	La surface couverte ne pourra pas excéder 70% du terrain.

## EVOLUTION DES SUPERFICIES

La modification simplifiée n°1 n’entraîne **aucune modification de zonage** et ne modifie pas les superficies des zones du PLU.

	<b>PLU 2007</b>	<b>% du territoire PLU 2007</b>
<b>Zones urbaines</b>	<b>15.6ha</b>	<b>1%</b>
UB	4.2ha	
UB*	11.4ha	
<b>Zones à urbaniser</b>	<b>30.5ha</b>	<b>2.1%</b>
AU	20.1ha	
AUE	10.4ha	
<b>Zones agricoles</b>	<b>1042.9 ha</b>	<b>70%</b>
A	1042.9 ha	
<b>Zones naturelles</b>	<b>400ha</b>	<b>26.9%</b>
N	375ha	
NH	25ha	

*Source : PLU – rapport de présentation*



# LE RESPECT DES ORIENTATIONS DU PADD

## RAPPEL DU PADD DU PLU

Le PLU en 2008 définit les orientations du PADD suivantes :

### 1. Objectif de développement n°1 / enrayer le déclin démographique de la commune

**Favoriser l'implantation d'entreprises et la création d'emplois sur le territoire communal**

**Créer une offre de logements diversifiée pour anticiper la création de la zone d'activités et l'arrivée de nouveaux habitants :**

- Optimiser le bâti existant en réinvestissant les logements vacants
- Accroître l'offre de terrains à construire en développant des possibilités de constructions dans le bourg et certains hameaux
- Développer des logements locatifs
- Développer des logements sociaux, notamment en location-accession

**Maintenir les prix du foncier et du bâti attractifs pour attirer de jeunes ménages sur le territoire communal**

**Répondre aux besoins élémentaires de la population :**

- Favoriser le réinvestissement d'un commerce multiservices
- Développer un service de portage des repas à domicile
- Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées
- Favoriser l'installation de professions médicales

*La modification simplifiée du PLU qui ne concerne que le règlement et les orientations d'aménagement ne vient en rien bouleverser l'équilibre du PLU et l'objectif n°1 du PADD de la commune.*

*A contrario, elle s'inscrit pleinement dans le respect de l'orientation relative à l'ambition de favoriser l'implantation d'entreprises et la création d'emplois sur le territoire communal, en favorisant une optimisation du foncier au sein de la zone aujourd'hui créée, permettant l'accueil de nouvelles entreprises.*

### 2. Objectif de développement n°2 / favoriser le développement de l'économie locale et la création d'emplois

**Favoriser l'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire communal :**

- Offrir des potentialités de développement économique en réalisant la zone d'activités au lieu-dit des Machabrées
- Favoriser l'installation d'artisans, notamment ceux répondant à des besoins existants sur le territoire communal et intercommunal
- Développer une structure d'hébergement et de restauration pour anticiper l'essor d'une nouvelle demande issue de la future zone des Machabrées
- Favoriser le développement et la diffusion des NTIC sur l'ensemble du territoire communal

**Valoriser les ressources naturelles locales, notamment l'agriculture et la forêt :**

- Explorer les niches économiques telles que les produits labellisés, les nouvelles techniques issues de la filière bois et de l'agro-alimentaire
- Permettre aux producteurs locaux de vendre leurs produits sur un marché hebdomadaire

**Maintenir les entreprises locales existantes et les emplois qui leur sont liés :**

- Maintenir les emplois de la maison de retraite en favorisant sa mise aux normes
- Développer une signalétique pour la promotion des artisans locaux

**Favoriser le développement de l'attractivité touristique :**

- Aménager des lieux de loisirs/détente
- Accompagner le réinvestissement des résidences secondaires

*La modification simplifiée du PLU qui ne concerne que le règlement et les orientations d'aménagement ne vient en rien bouleverser l'équilibre du PLU et l'objectif n°2 du PADD de la commune.*



*A contrario, elle s'inscrit pleinement dans le respect de l'orientation relative à l'offre de potentialités de développement économique en réalisant la zone d'activités au lieu-dit des Machabrées, en favorisant une optimisation du foncier au sein de la zone aujourd'hui créée, permettant l'accueil de nouvelles entreprises.*

**3. Objectif de développement n°3 / préserver et valoriser le patrimoine bâti, naturel et paysager et maintenir les espaces agricoles**

**Maintenir les espaces agricoles :**

- Protéger les structures agricoles existantes de tout développement résidentiel à leur proximité
- Favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs et la reprise des exploitations cessant leur activité
- Favoriser l'agri-ruralité (production et commercialisation en circuit court)
- Mener une réflexion sur la restructuration et le regroupement parcellaire en prenant en compte le relief et les espaces naturels sensibles

**Préserver et valoriser le patrimoine bâti de la commune :**

- Développer des actions de sensibilisation pour inciter les propriétaires à la préservation et à l'entretien du patrimoine bâti
- Favoriser le changement de destination des anciens bâtiments agricoles ayant un intérêt architectural

**Préserver et valoriser le patrimoine naturel et paysager :**

- Préserver les haies bocagères et favoriser leur entretien tant pour leurs richesses écologiques que pour leur intérêt paysager
- Limiter l'enrésinement du territoire et favoriser la plantation de feuillus
- Préserver et valoriser les cours d'eau et les zones humides
- Préserver les points de vue remarquables disséminés sur le territoire communal
- Veiller à la bonne intégration paysagère des futurs bâtiments de la zone d'activités des Machabrées

*La modification simplifiée du PLU qui ne concerne que le règlement et les orientations d'aménagement ne vient en rien bouleverser l'équilibre du PLU et l'objectif n°3 du PADD de la commune.*

*Elle ne remet pas en cause l'orientation relative à la bonne intégration paysagère des futurs bâtiments de la zone d'activités, en ne concernant pas les dispositions de l'orientations d'aménagement relatives aux principes paysagers, urbains et architecturaux, autres que celles liées à la voirie.*

*Elle n'entraîne pas de consommation supplémentaire de foncier et n'a pas d'impact sur la préservation du foncier agricole ou sur la trame verte et bleue telle qu'elle a été traduite dans le PLU.*

## **UN PROJET QUI NE PORTE PAS ATTEINTE AUX ORIENTATIONS DU PADD DU PLU**

Le projet de modification simplifiée n°1 vise l'évolution du règlement et des orientations d'aménagement concernant la desserte et le coefficient d'emprise au sol.

Ces adaptations mineures ne portent pas atteinte à l'économie générale du PADD, ni du PLU et ne comportent pas de graves risques de nuisances.

## PRE-EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Les articles R.104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme relatifs à la procédure d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable ont pour objet de transposer la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

En effet, la Directive précise que le processus d'évaluation environnementale est réalisé systématiquement pour certains types de document ou dans le cadre d'un examen au cas par cas qui permet de déterminer si le plan ou programme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement à l'aide des critères pertinents fixés à l'annexe II, pour d'autres.

Elle indique que les effets notables probables sur l'environnement doivent être envisagés « ...y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs » Annexe I, f) de la Directive 2001/42/CE. Elle précise que pour les effets notables probables sur l'environnement, il « faudrait inclure ici les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs ».

La directive est interprétée à la lumière du principe de précaution, qui est l'un des fondements de la politique de protection d'un niveau élevé poursuivie par l'Union européenne dans le domaine de l'environnement. Un projet de plan ou programme est considéré comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement lorsque, en raison de sa nature, s'il risque de transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs d'environnement, tels que la faune et la flore, le sol ou l'eau, indépendamment de ses dimensions. L'évaluation doit être réalisée dès qu'il existe une probabilité ou un risque que l'acte ait de tels effets. Il est considéré qu'un tel risque existe dès lors qu'il ne peut être exclu, sur la base d'éléments objectifs, que le projet, plan ou programme, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (cf. CJUE, 31 mai 2018, Commission/Pologne, C-526/16, points 65, 66 et 67).

Cette auto-évaluation a pour objectif de démontrer l'absence d'incidences sur l'environnement « au regard des critères de l'annexe II » de la directive. Cette annexe énonce que les critères qui permettent de déterminer l'ampleur probable des incidences comprennent notamment les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée (annexe II 2).



Pour rappel, le projet de zone d'activités sur le secteur des Machabrées avait été pris en compte dans le cadre de l'élaboration du PLU, procédure ayant bénéficié d'une évaluation environnementale, dont voici des extraits :

➤ **PROJET DE ZAC**

*La volonté de l'intercommunalité de créer une ZAC sur son territoire est à l'origine de la mise en place de ce PLU. Le projet de ZAC retenu, aux portes du territoire et à proximité de l'A72, se situe au Sud du bourg et concerne en partie une zone humide et un affluent direct du ruisseau des Machabrées retenu au sein du réseau NATURA 2000. En revanche le ruisseau du fond de vallon concerné ne fait pas partie du Site d'Intérêt Communautaire n°FR8201768 « Ruisseaux à Moule perlière du Boën, du Ban et du Font d'Aix ».*

*Si la Moule perlière n'a été identifiée que sur la Font d'Aix lors des inventaires, l'Écrevisse à pieds blancs a été repérée sur le ruisseau des Machabrées juste en amont du projet de ZAC. Ces ruisseaux sont aussi reconnus pour abriter des souches sauvages de Truite fario. Au-delà de l'intérêt de ces cours d'eau pour la faune, les habitats naturels associés à ces fonds de vallon relèvent pour certains de la Directive NATURA 2000.*

*Le projet de ZAC correspond à une zone AUE de 10,4 ha destinée à être urbanisée en premier et d'une extension de 8,8 ha prolongeant la ZAC en direction du Nord et de l'Est. Ce projet de ZAC s'étend en rive gauche et en rive droite du petit ruisseau concerné. La partie en rive droite est limitée à l'Ouest par la route départementale 44. En rive gauche le projet de ZAC concerne le versant Ouest d'une petite colline occupée en son sommet par des boisements de résineux. Ce versant est occupé en grande partie par des prés de fauche présentant peu de sensibilités naturalistes.*

*Au sein de ce versant apparaissent plusieurs petites « mouilles » de pente qui ont été drainées à l'aide de rases et de petits fossés. Le projet de ZAC concerne donc en partie deux zones humides. Par rapport à la cartographie des zones humides des Monts de la Madeleine (CESAME 2007 pour l'APCPNRMM5, en cours), le projet de ZAC concerne :*

- *dans le fond de vallon, de part et d'autres du ruisseau, une prairie humide de fond (typologie SAGE Moyenne Montagne 7.4.1),*
- *en rive gauche du cours d'eau, à flanc de versant, une prairie humide de pente (typologie SAGE Moyenne Montagne 7.4.2) qui alimente pour partie le fond de vallon.*

*De par leur fonctionnement hydrologique, leur état de dégradation..., ces deux zones humides présentent des caractéristiques et un intérêt patrimonial très différent. Elles seront donc analysées séparément.*

➤ **ZONE HUMIDE DE VERSANT**

*La nature géologique du sous-sol a conduit au développement d'une arène (sable grossier) qui constitue un aquifère superficiel. Sur ce versant, la présence d'une rupture de pente va favoriser les écoulements en surface et donc la présence de zones humides. Le versant concerné par le projet de ZAC est ainsi en partie occupé par des petites zones humides (photo n°12). En contexte agricole, ces petites mouilles n'ont pas d'intérêt naturaliste particulier. Le drainage, en altérant le fonctionnement hydrologique de la zone humide, modifie l'étendue et la composition floristique de la zone humide.*

*L'habitat naturel dominant de cette zone humide correspond à une prairie pâturée neutrocline à Jonc glauque (code Corine Biotopes 37.242).*

*Les espèces présentes sont relativement abondantes sur le territoire de la commune : Potentilla reptans, Agrostis stolonifera, Carex flacca, Holcus lanatus, Rumex obtusifolius, Juncus effusus, Juncus inflexus, Cirsium palustre... Cet habitat ne relève pas de la Directive Habitats et ne présente pas d'espèce à statut de protection.*

La sensibilité « habitat naturel » de cette zone humide de versant est donc limitée.

#### ➤ **ZONE HUMIDE DE FOND DE VALLON**

Cette zone humide borde le cours d'eau et reçoit les écoulements en provenance du versant (présence des prairies humides de pente précédemment décrites). Son fonctionnement hydrologique est donc lié à la fois au ruissellement de versant et au fonctionnement du cours d'eau (débordement). Ce type de zone humide, de par sa position topographique est beaucoup plus difficile à drainer et les ouvrages de drainage se combinent beaucoup plus rapidement. D'autre part la parcelle concernée ne semble plus exploitée par l'agriculture depuis quelques années ce qui a favorisé le développement de « grandes herbes » telles *Phragmites australis*, *Scirpus sylvaticus*...

Cette zone humide se classe en tant que communauté à Reine des Prés et communautés associées (code Corine Biotopes 37.1). On retrouve les espèces caractéristiques de cet habitat : *Filipendula ulmaria*, *Angelica sylvestris*, *Epilobium hirsutum*, *Caltha palustris*, *Juncus inflexus*...

Cet habitat relève de la Directive habitats : 6430 - Mégaphorbiaies mésotrophes collinéennes. Il convient de souligner que cet habitat, bien que relevant de la Directive ne se situe pas dans un site NATURA 2000. Enfin on retrouve au niveau du cours d'eau une ceinture herbacée de Glycérie aquatique et de Véronique des ruisseaux (code Corine Biotopes 53.4). Cet habitat ne relève pas de la Directive habitats mais ajoute à l'intérêt du site.

La sensibilité « habitat naturel » de ce fond de vallon est donc beaucoup plus forte.

De plus le rôle hydrologique de ce type de zone humide est important.

#### ➤ **SENSIBILITE DU MILIEU, MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DU PROJET**

La construction d'une ZAC sur le versant en rive gauche n'entraîne pas la destruction d'habitats naturels intéressants mais conduira tout de même à la disparition d'une zone humide. Si cette zone humide est de faible étendue il n'en reste pas moins que l'aménagement de la ZAC conduira à modifier son rôle hydrologique (remblaiement de zone humide).

La zone humide du fond de vallon présente un intérêt plus fort. Aucune espèce à statut de protection n'a été repérée mais l'état de conservation de cet habitat de la Directive est très bon sur le site. Il est important de souligner l'intérêt majeur de ce type de zone humide vis-à-vis des pollutions diffuses d'origine agricole ou vis-à-vis des eaux de ruissellement de la ZAC (ralentissement des écoulements, dénitrification...). Ce rôle tampon par rapport à un ruisseau classé NATURA 2000 (qualité exceptionnelle de l'eau) est majeur. Rappelons que les espèces (Écrevisses à pattes blanches, Moule perlière) qui ont conduit à la classification des ruisseaux sont très sensibles à la pollution.

Il paraît donc primordial d'épargner le fond de vallon de manière :

- à conserver un habitat relevant de la Directive Habitats
- à conserver une zone tampon entre les activités humaines et le cours d'eau
- à maintenir un corridor biologique entre l'amont et l'aval dans un secteur agricole très ouvert.

A la suite de l'expertise de CESAME, il a été acté de maintenir en l'état la zone humide de fond de vallon. Ce rapport prend donc en compte cette orientation de la commune. Ainsi si le zonage AUE de la ZAC concerne le cours d'eau et le fond de vallon humide, la prise en compte de ce dernier se fera à travers les orientations d'aménagement de la ZAC qui prévoient de le maintenir en l'état. D'autre part ces orientations prévoient



*également des mesures de restriction quant aux types d'entreprises qui pourront s'installer (interdire les activités très polluantes par rapport à un cours d'eau).*

*Avec le maintien du fond de vallon, l'incidence NATURA 2000 de la construction de cette ZAC se situe aujourd'hui principalement dans le risque de rejet de substance polluante au cours d'eau. Le règlement de la ZAC devra donc au minimum interdire l'installation d'entreprises polluantes.*

*La commune devra également prévoir un traitement complet des eaux de ruissellement compte tenu de la très forte sensibilité du milieu naturel.*

*L'accompagnement de la mise en place de ce PLU par CESAME aura permis une meilleure prise en compte de l'environnement avec notamment le classement en N des parcelles limitrophes du ruisseau des Machabrées et également le maintien du fond de vallon situé au cœur de la zone AUE de la ZAC. Ces orientations validées par la commune soulignent sa volonté de prendre en compte l'environnement.*

*La création de la ZAC présente des risques d'incidence beaucoup plus forts. Elle concerne en effet un affluent d'un cours d'eau classé NATURA 2000 et les zones humides associées.*

*L'urbanisation de la zone humide de versant ne conduira pas à la destruction d'espèces intéressantes mais modifiera le fonctionnement hydrologique du versant et donc les apports au fond de vallon (mise en conformité avec les dispositions du Code de l'Environnement relatives aux zones humides).*

*Le risque majeur se situe au niveau d'éventuels rejets polluants au cours d'eau compte tenu de la très forte sensibilité de la faune aquatique ayant conduit à la désignation du site NATURA 2000. Ces risques sont difficiles à évaluer en l'état de nos connaissances. Les orientations d'aménagement de la ZAC devront donc être très précises quant au type d'activité autorisé et aux méthodes de traitement des eaux de ruissellement.*

*Le choix de la commune de laisser intact le fonds de vallon va dans le sens d'une protection des cours d'eau.*

*L'incidence NATURA 2000 du PLU est faible en ce qui concerne les zones résidentielles. La prise en compte des cours d'eau à travers des zonages N, notamment la tête de bassin versant du ruisseau des Machabrées, est une mesure très favorable à la protection des milieux humides.*

*Le projet de ZAC présente des contraintes fortes et seule la mise en place d'un règlement adapté permettra de conserver la qualité de l'eau à l'aval de la ZAC. Le maintien du fond de vallon validé par la commune est une bonne orientation.*

## ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

(source : [inpn.mnhn.fr](http://inpn.mnhn.fr))

Le territoire de Saint-Romain-d'Urfé est concerné par un site Natura 2000, un site Natura 2000, Directive Habitat n° FR8201768 « Ruisseaux du Boën, du Ban et Font d'Aix ».

○ *Caractère général du site :*

<i>Classes d'habitats</i>	<i>Couverture</i>
<i>Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées</i>	<i>73%</i>
<i>Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)</i>	<i>12%</i>
<i>Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,</i>	<i>6%</i>
<i>Forêts caducifoliées</i>	<i>5%</i>
<i>Forêts de résineux</i>	<i>3%</i>
<i>Pelouses sèches, Steppes</i>	<i>1%</i>

○ *Autre caractéristiques du site :*

*Le site Natura 2000 correspond à la tête de bassin versant de l'Aix, un affluent rive gauche de la Loire qu'il rejoint au nord de la plaine du Forez (département de la Loire). C'est environ 60 km de linéaires de cours d'eau qui sont concernés, situés sur la partie sud des Monts de la Madeleine dans le département de la Loire (région Auvergne - Rhône-Alpes).*

*Le Boën est un des principaux affluents de la rivière Aix et s'écoule globalement dans la direction nord-sud du site Natura 2000. Ses principaux affluents sont le Noyer, le Ban, les Machabrées et le Font d'Aix qui le rejoignent près de Saint-Just-en-Chevalet.*

*Les sources du Boën sont situées à plus de 1000 mètres d'altitude sur le versant occidental des monts de la Madeleine, dans des tourbières acides oligotrophes en partie boisées, situées au "Gué de la Chaux".*

*Le réseau hydrographique du site intègre les zones humides connectées aux cours d'eau, pour leur rôle fonctionnel et patrimonial.*

○ *Qualité et importance :*

*La Moule perlière étant aujourd'hui quasiment éteinte, l'enjeu principal s'est recentré sur la présence encore significative de l'Ecrevisse à pattes blanches, dont le Ban abrite la plus belle population du site.*

*Les ruisseaux du site voient la qualité de leur eau confirmée par la présence de cette espèce, ainsi que d'autres espèces piscicoles remarquables comme le Chabot, la Lamproie de Planer et la Truite fario. Ces espèces qualifiées de bio-indicatrices témoignent du bon état de ces milieux encore préservés, grâce à des activités humaines relativement extensives.*

*La Loutre d'Europe, qui a colonisé les bassins versants voisins, est actuellement potentiellement présente sur le site.*

*Ce site présente un réseau de zones humides très dense avec certains habitats identifiés d'intérêt communautaire, dont 2 principaux à enjeux directs pour les cours d'eau : les forêts alluviales (91E0) et les mégaphorbiaies rivulaires (6430).*



○ *Vulnérabilité :*

*L'Ecrevisse à pieds blancs est très sensible à la qualité de l'eau et aux variations chimiques ou physiques de son habitat. Son optimum correspond à des eaux à Truite, fraîches et claires ; de plus, elle apprécie les milieux riches en abris et cachettes.*

*Le déclin de ses populations dû à une altération des cours d'eau s'est considérablement accéléré ces dernières années du fait de l'arrivée d'espèces allochtones et notamment de l'Ecrevisse de Californie. Très compétitive et porteuse saine d'une maladie mortelle pour l'Ecrevisse autochtone, elle a envahi la majeure partie des cours d'eau du site. Seuls quelques secteurs sont encore préservés, dont le Ban, qui possède actuellement la population d'Ecrevisses à pattes blanches du site la mieux conservée.*

*Les zones humides, présentes en majorité en secteurs agricoles sont menacées par l'intensification des pratiques, le piétinement du bétail sur les berges, la fermeture des milieux par abandon de l'activité agricole ou par les plantations... Leur dégradation (qualité, altération des habitats...) aura des incidences directes sur les cours d'eau et les espèces associées.*

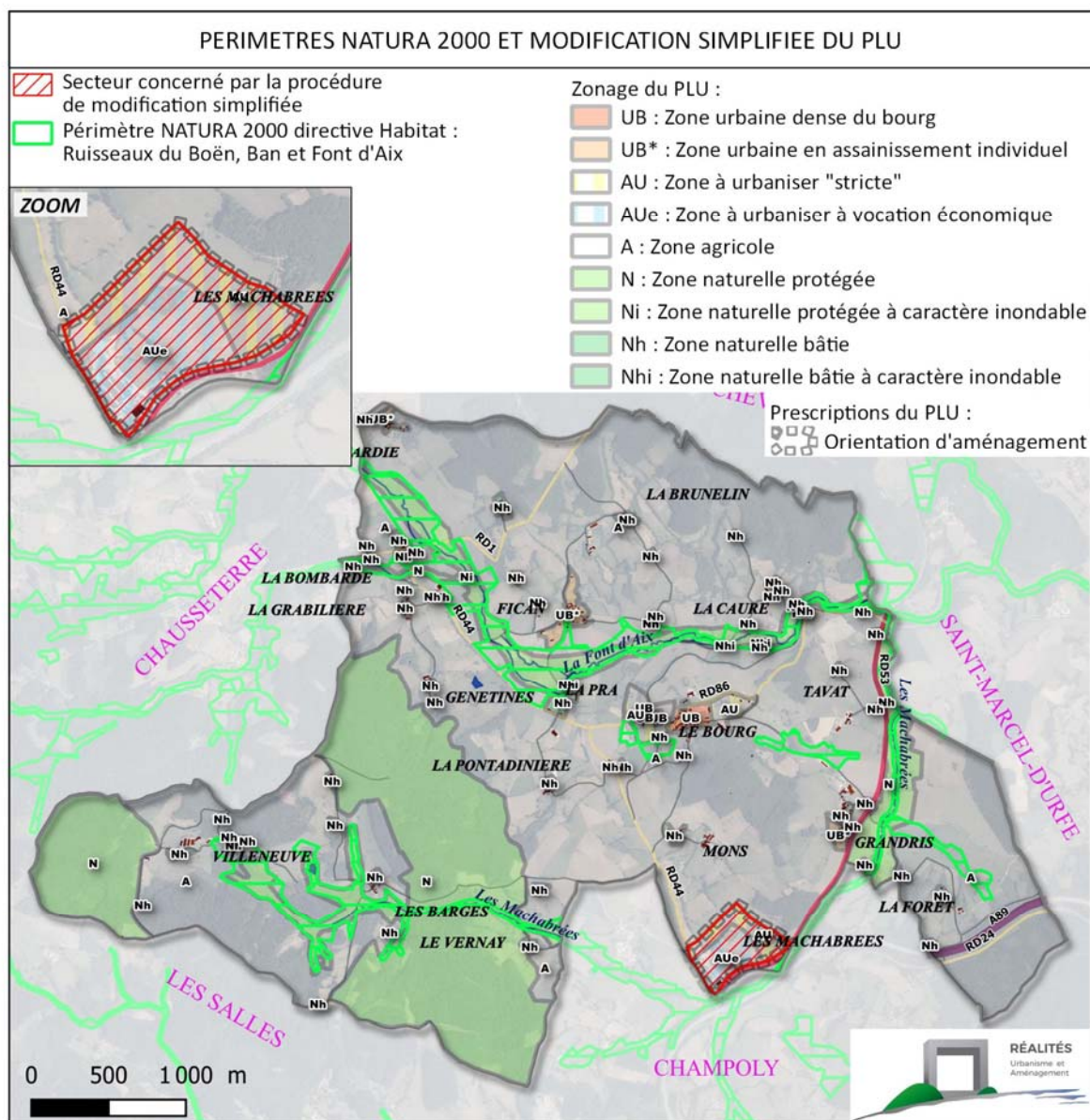
○ *Mesures de conservation du document d'objectifs :*

▪ *Objectifs et principes de gestion :*

- *Préservation de la qualité des eaux (superficielles et souterraines).*
- *Gestion adaptée du lit, des berges et des parcelles agricoles et forestières du bassin-versant. Plus généralement, protection globale de l'habitat physique.*
- *Interdiction et contrôle sévère des introductions d'espèces allochtones compétitrices.*
- *Préservation des zones humides par des pratiques extensives adaptées.*
- *Suivi des populations d'Ecrevisses à pieds blancs et autres espèces d'intérêt patrimonial.*

▪ *Stratégies envisageables :*

- *Limitation des pompages et détermination des débits minimum biologiques à l'aval des captages.*
- *Limitation des implantations d'installations classées.*
- *Interdiction de tous travaux de recalibrage sur le lit mineur.*
- *Amélioration du fonctionnement des ouvrages d'assainissement.*
- *Limitation de la fertilisation sur les prairies sensibles au sein du site Natura 2000.*
- *Restauration de l'habitat sur les secteurs dégradés.*
- *Suppression des dépôts sauvages d'ordures.*
- *Protection des berges contre le piétinement bovin (pose de clôtures, mise en place d'abreuvoirs...).*
- *Interdiction de passage d'engins agricoles ou de débardage forestier dans les stations à Ecrevisses à pattes blanches.*
- *Pratiques de pêche intensive dans les secteurs d'écrevisses allochtones envahissantes.*
- *Contrôle strict des programmes d'entretien de la ripisylve avec conservation maximum des débris ligneux grossiers, des branchages surplombants.*
- *Interdiction de création ou d'extension de bâtiments industriels en bordure de cours d'eau.*
- *Limitation de l'enrésinement en bordure de cours d'eau*



Le périmètre du site NATURA 2000 « Ruisseau du Boën, Ban et Font d'Aix » se situe au Sud du secteur concerné par la procédure de modification simplifiée du PLU en lien avec le ruisseau des Machabrées coulant sur la commune de Champoly. Ce périmètre et le secteur de projet sont séparés par la route départementale 53.

La procédure de modification simplifiée du PLU consiste à retravailler la desserte interne en matière de voirie et réseaux de l'orientation d'aménagement sur le secteur des Machabrées et le coefficient d'emprise au sol du règlement de la zone AUe concernée par l'orientation d'aménagement. Ces ajustements ne modifient pas la prise en compte des sites NATURA 2000 dans le PLU.

La poursuite de l'aménagement de cette zone d'activités devra donc continuer de se faire suivant le règlement de la zone AUe notamment concernant la gestion des eaux usées et des eaux pluviales.

En effet, afin de protéger les milieux naturels, concernant l'assainissement des eaux usées et la gestion des eaux pluviales, le règlement stipule :

#### **ARTICLE AUe 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX**

Se reporter aux dispositions générales, article DG9.

a) Eaux usées : L'évacuation des eaux des activités de toute nature dans le réseau public d'assainissement est soumise à une autorisation de la collectivité propriétaire du réseau et peut être subordonnée à certaines conditions, notamment à un pré-traitement approprié, en application de l'article L.1331-10 du code de la Santé Publique. Les eaux usées ne doivent pas être déversées dans le réseau d'eaux pluviales.

b) Eaux pluviales : Les eaux issues des parkings de surface et des voiries devront subir un traitement pour les hydrocarbures (débouillage – déshuilage...).

Les eaux pluviales seront infiltrées à la parcelle sauf impossibilité technique, condition de sol et sous-sol défavorable ou risque d'aggravation des nuisances.

Seul l'excès du ruissellement ne pouvant être traité sur la parcelle pourra être rejeté dans le réseau public avec obligation de retenir la moitié des eaux pluviales à la parcelle au moyen d'un dispositif de rétention individuel dûment dimensionné. Les eaux pluviales collectées devront être évacuées vers le réseau public d'eaux pluviales en respectant une limitation du débit de fuite à 5 l/s/ha. 50% des eaux pluviales pourront être rejetées directement dans les réseaux eaux pluviales sans rétention.

La procédure de modification simplifiée du PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les mesures de conservation du site NATURA 2000 « Ruisseau du Boën, Ban et Font d'Aix ».

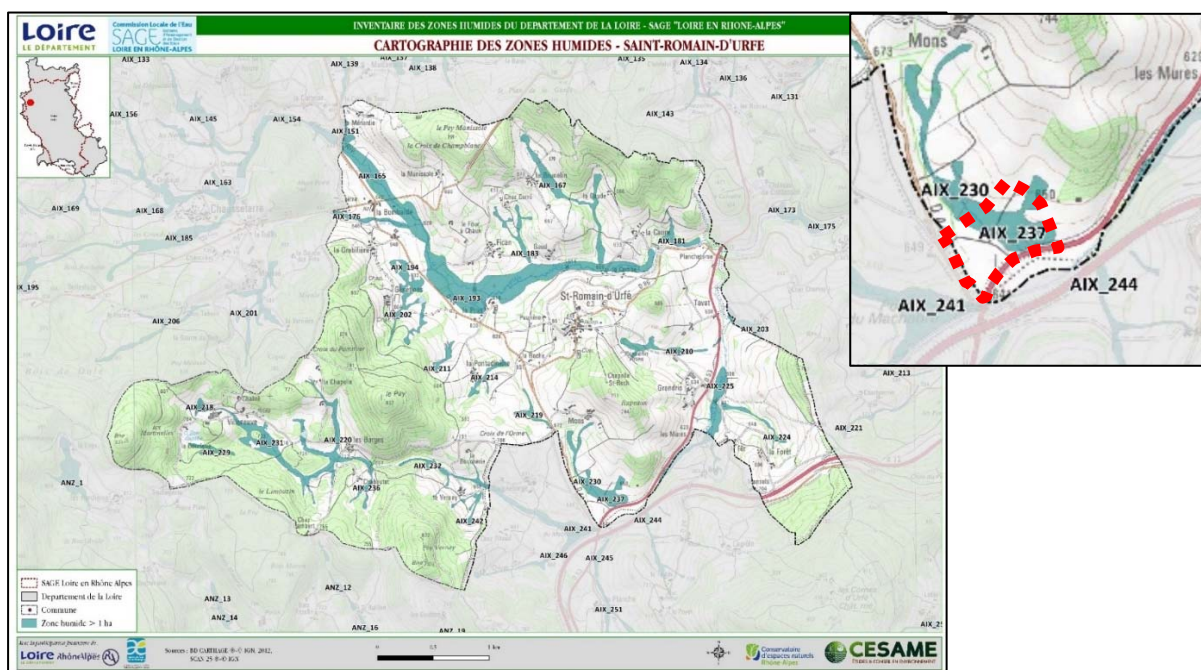


## ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES ZONES HUMIDES

Le Département de la Loire a réalisé un recensement des zones humides. Cet inventaire, mené dans le cadre du SAGE Loire en Rhône-Alpes et du Schéma Départemental des Milieux Naturels, a été validé par la Commission Locale de l'Eau du SAGE en juillet 2015. Il a été réalisé grâce à un binôme de compétences : le Conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes, assistant technique du Département et le Bureau d'étude CESAME, qui a réalisé les campagnes d'inventaire de terrain. Le territoire inventorié englobe l'ensemble du département et le périmètre du SAGE soit près de 400 communes pour environ 5 400 km<sup>2</sup>.

Seules les zones humides de plus de 1 ha ont été recensées. Elles sont de différentes natures : des tourbières, des ripisylves, des étangs, des prairies humides... Une visite de terrain, sur chacune d'elles, a permis de les cartographier, d'en connaître l'état de conservation, le fonctionnement, de leur affecter un niveau de menace et d'estimer leur potentiel de restauration.

Sur la commune de Saint-Romain-d'Urfé, plusieurs zones humides ont ainsi été recensées.



Source : SAGE Loire en Rhône-Alpes

Le secteur de la zone d'activités des Machabrées est concerné par la présence de zones humides. Identifiées dans le cadre du SAGE Loire en Rhône-Alpes, elles ont été retranscrites dans le SRADDET. Ces zones ont été prises en compte dans le cadre de l'élaboration du PLU et de son évaluation environnementale, ainsi que dans le dossier de ZAC constitué préalablement à l'aménagement de la zone.



Source : SRADDET – Annexe biodiversité – Atlas

La procédure de modification simplifiée du PLU vise à retravailler l'orientation d'aménagement concernant le secteur de la zone d'activités des Machabrées. Celle-ci prend en compte la présence de la zone humide en appuie sur l'évaluation environnementale du PLU et du dossier de ZAC concernant la zone d'activités. L'ajustement de l'orientation d'aménagement de ce secteur concerne uniquement la desserte interne de la zone et ne modifie pas le repérage de la zone humide comme « Zone humide patrimoniale à préserver » ni les « Friches, landes et affleurements à préserver ».



En parallèle, le règlement de la zone AUE est ajusté concernant le coefficient d'emprise au sol pour passer de 60 à 70 % à maximum. Comme vu précédemment les mesures de protection concernant les milieux naturels ne sont pas modifiées.

La procédure de modification simplifiée du PLU n'entraînera pas d'incidence notable sur la préservation des zones humides.

## ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE

### A. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Le territoire de Saint-Romain-d'Urfé est concerné par :

- 2 ZNIEFF de type I :
  - « Rivière du Boën » (820032448),
  - « Prairies humides des Villeneuves » (820032457),
- 1 ZNIEFF de type II « Haut bassin versant du Boën, de l'Aix et de leurs affluents » (820032459).
  - ZNIEFF n°820032448 de type I rénovée « Rivière du Boën »

Cette zone concerne essentiellement la rivière des Machabrées qui traverse la commune de Saint-Romain-d'Urfé dans sa partie Sud.

*Les Monts de la Madeleine constituent l'extrémité nord du Massif-Central dans le département de la Loire, en limite avec la région Auvergne. Ils culminent à 1164 m d'altitude aux Pierres du Jour. Le climat continental montagnard est ici marqué d'influences atlantiques. Les précipitations sont en effet supérieures à 1000 mm par an avec un recouvrement neigeux important entre novembre et mars. Ce massif granitique ancien est dominé par la forêt de hêtres et surtout de sapins. De nombreux ruisseaux parcourent le massif. Le Boën prend ainsi sa source à plus de 1000 m d'altitude dans les tourbières, entre le Mépart et les Tombérineaux. Dans le quart supérieur de son cours, le Boën va parcourir quinze kilomètres (sa largeur varie de un à six mètres) à travers les gorges rocheuses de "Pierre Belle", de bois résineux et mixtes, puis au milieu de prairies humides avant de confluer avec la Font d'Aix. Son cours reçoit au passage les eaux de plusieurs ruisseaux : la Rennerie, le Noyer, la Bénetière, le Ravinet et le Ban. L'amont du bassin versant du Boën est dans son ensemble riche en espèces remarquables. L'Ecrevisse à pattes blanches est bien représentée sur la majeure partie du linéaire. On peut y distinguer plusieurs populations dont certaines très bien structurées (répartition équilibrée des différentes classes d'âge) et présentant de fortes biomasses et densités. Il s'agit des plus belles populations du département de la Loire. S'agissant de la faune piscicole, on rencontre aussi la Lamproie de Planer, seule lamproie française vivant en permanence dans des eaux douces. Les jeunes lamproies se nourrissent en filtrant dans la vase des organismes microscopiques. Une fois atteint l'âge adulte, elles ne se nourrissent plus jusqu'à leur mort. Les versants du Boën présentent également un vif intérêt naturaliste. On remarque ainsi la reproduction du Grand-duc d'Europe. Ce hibou est le plus grand rapace nocturne d'Europe avec une envergure de 1,6 à 1,9 m. C'est un oiseau puissant avec un corps massif, des ailes larges et arrondies et une grosse tête surmontée de deux aigrettes. Pendant le jour, il se tient caché sur les rochers grâce à son plumage d'une couleur fauve discrète. Enfin, une chauve-souris remarquable occupe cette zone. Il s'agit du Petit Rhinolophe, espèce assez rare dans le département.*

Cette zone présente 1 critère d'intérêt : patrimonial.

- ZNIEFF n°820032459 de type II rénovée « Haut bassin versant du Boën, de l'Aix et de leurs affluents »

Cette zone s'étend sur une la quasi-totalité du territoire communal de Saint-Romain-d'Urfé. Seule une petite partie Sud-Est n'est pas concernée par cet inventaire.

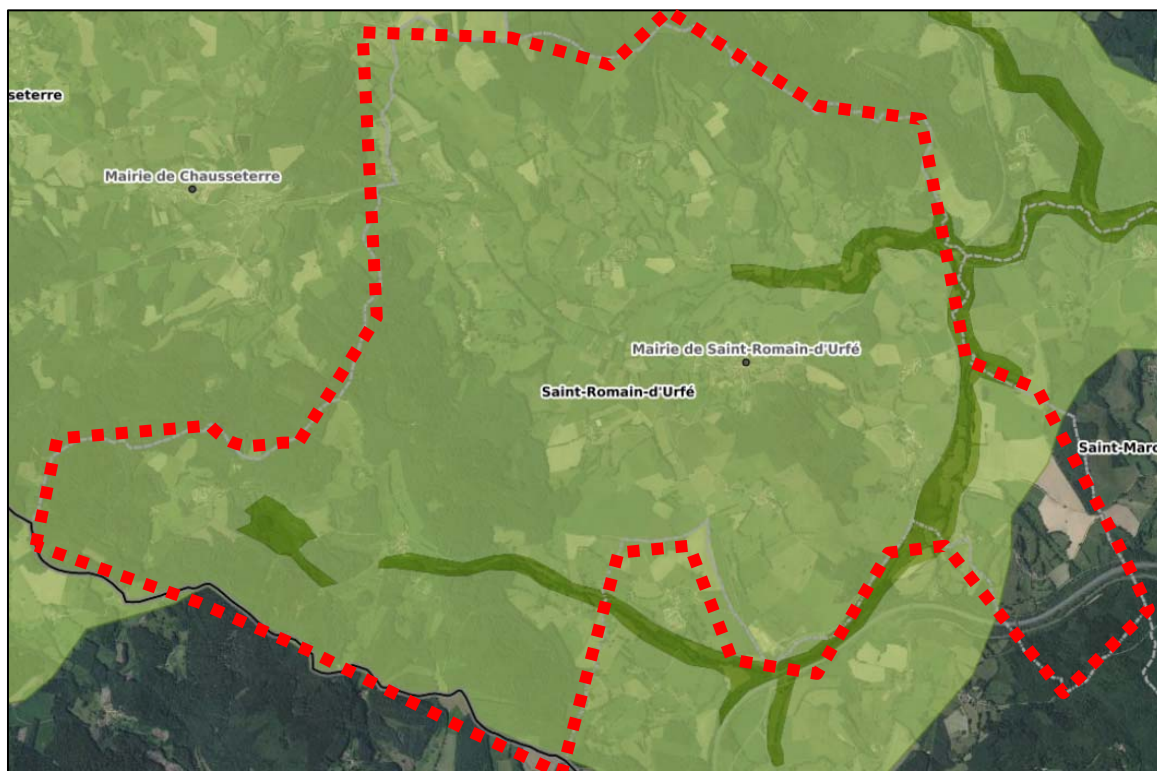
*Cette zone délimite le haut bassin versant du Boën, de l'Aix et de leurs affluents descendus des Bois Noirs et des Monts de la Madeleine.*

*Les cours d'eau proprement-dits sont par ailleurs identifiés en ZNIEFF de type I en raison de la présence de populations remarquables d'Ecrevisse à pattes blanches et de Moule perlière, mais aussi de la présence de la Lamproie de Planer.*

*Le zonage de type II souligne le bon état de conservation général de ce bassin versant. Il traduit également sa sensibilité particulière, en rapport avec la conservation de deux espèces particulièrement exigeantes quant à la qualité du milieu. L'Ecrevisse à pattes blanches a beaucoup régressé en région Rhône-Alpes, et la Moule perlière n'y est plus observée que de façon exceptionnelle...*

*Le secteur considéré présente par ailleurs d'autres éléments d'intérêts (zone d'alimentation ou de reproduction pour le Grand-duc d'Europe et certains chiroptères notamment).*

Cette zone présente 2 critères d'intérêt : patrimonial et fonctionnel.



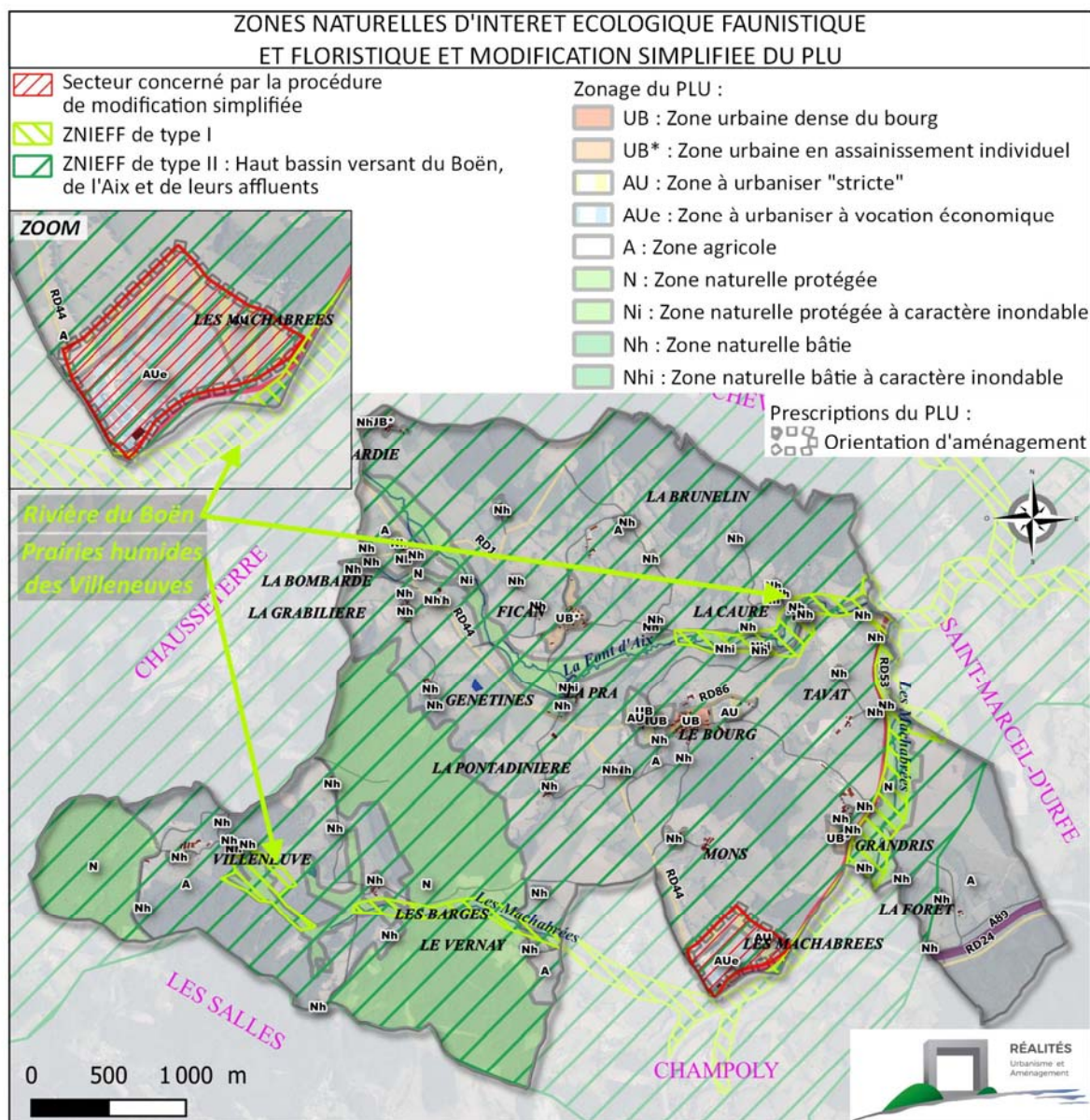
Source : [geoportail.gouv.fr](http://geoportail.gouv.fr)

Le secteur de la zone d'activités des Machabrées concerné par la présente procédure, est inscrit en intégralité dans le périmètre de la ZNIEFF de type II. Néanmoins, il est situé en dehors de l'emprise de la ZNIEFF de type I dont il est séparé par la RD53 en grande partie.



Source : [geoportail.gouv.fr](http://geoportail.gouv.fr)





Le PLU intègre des mesures de préservation des espaces naturels et de la biodiversité du territoire de Saint-Romain-d'Urfé en les classant en zone naturelle ou agricole.

Ainsi, 96,9 % de la commune sont classés en zone naturelle ou agricole.

La procédure de modification simplifiée du PLU concerne le secteur de la zone d'activité des Machabréès située aux abords de la ZNIEFF de type I « Rivière du Boën », en lien avec le passage de la rivière à proximité de la limite communale, et au sein de la ZNIEFF de type II « Haut bassin versant du Boën, de l'Aix et de leurs affluents ».

La procédure de modification simplifiée ne remet pas en cause la prise en compte et la préservation des espaces naturels et de la biodiversité par le PLU puisqu'elle consiste à ajuster la desserte interne de l'orientation d'aménagement et le coefficient d'emprise au sol inscrit au règlement de la zone AUe.

La procédure de modification du PLU n'entraînera pas d'incidence notable sur la préservation des milieux naturels et de la biodiversité.

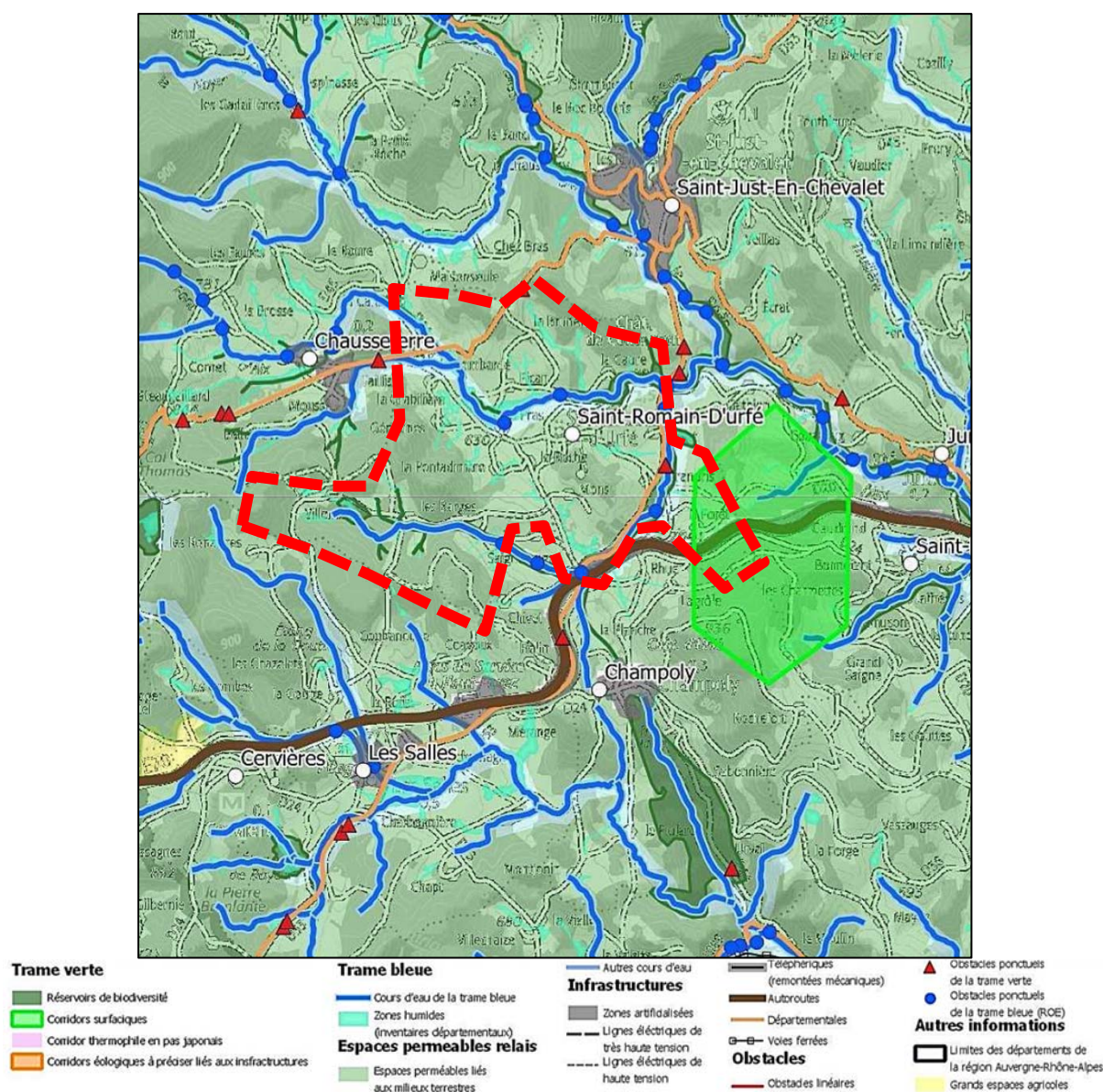


## B. Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) et sa trame verte et bleue

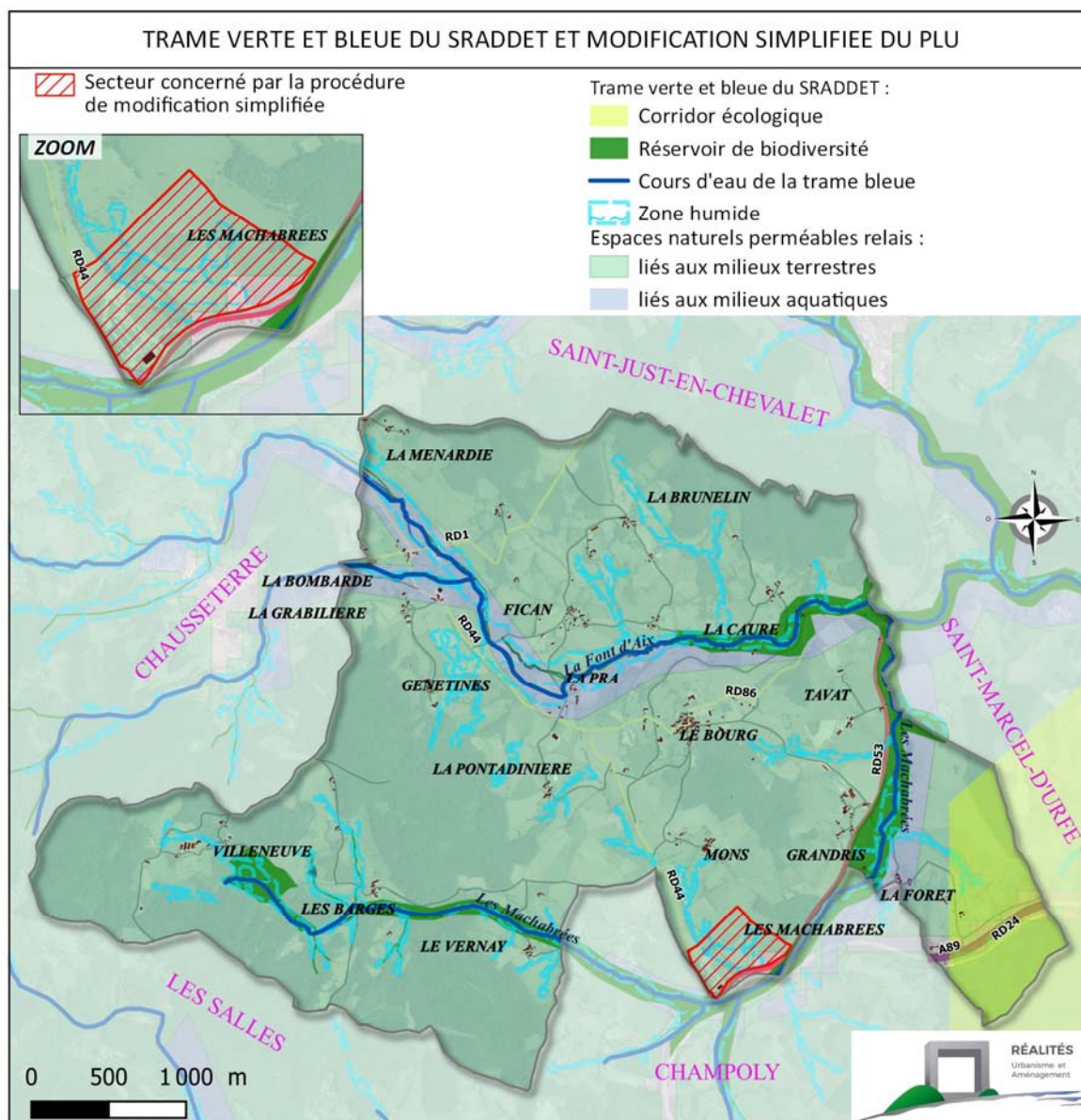
Le SRADDET a été approuvé par le Conseil régional en Décembre 2019 et est opposable aux documents de planification depuis son approbation par le Préfet de Région par arrêté du 10 Avril 2020. Ce document fixe des objectifs à horizon 2030, notamment en matière de biodiversité, à l'échelle régionale. Le SRADDET a pour objectif la préservation et la restauration des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, pour assurer une meilleure connectivité des milieux.

Un corridor surfacique marque la limite Est du territoire communal. Il s'inscrit de part et d'autre de l'A89, entre la vallée de l'Aix identifié en tant que cours d'eau de la trame bleue, et le bois d'Urfé.

Par ailleurs, les zones humides identifiées dans le cadre du SAGE, ont également été intégrées. Elles concernent le secteur des Machabrées.



Source : SRADDET – annexe biodiversité – atlas



Comme vu précédemment le secteur de projet est concerné par la présence d'une zone humide identifiée et protégée dans l'orientation d'aménagement.

Le réservoir de biodiversité correspond à la ZNIEFF de type I évoquée précédemment accompagnant le ruisseau des Machabrées repéré comme cours d'eau de la trame bleue.

Les terrains participent à la trame des espaces naturels perméables relais liés aux milieux terrestres.

La procédure de modification simplifiée du PLU porte sur des évolutions de l'orientation d'aménagement, notamment concernant la desserte, et sur des évolutions du règlement de la zone AUe en lien avec le secteur de projet.

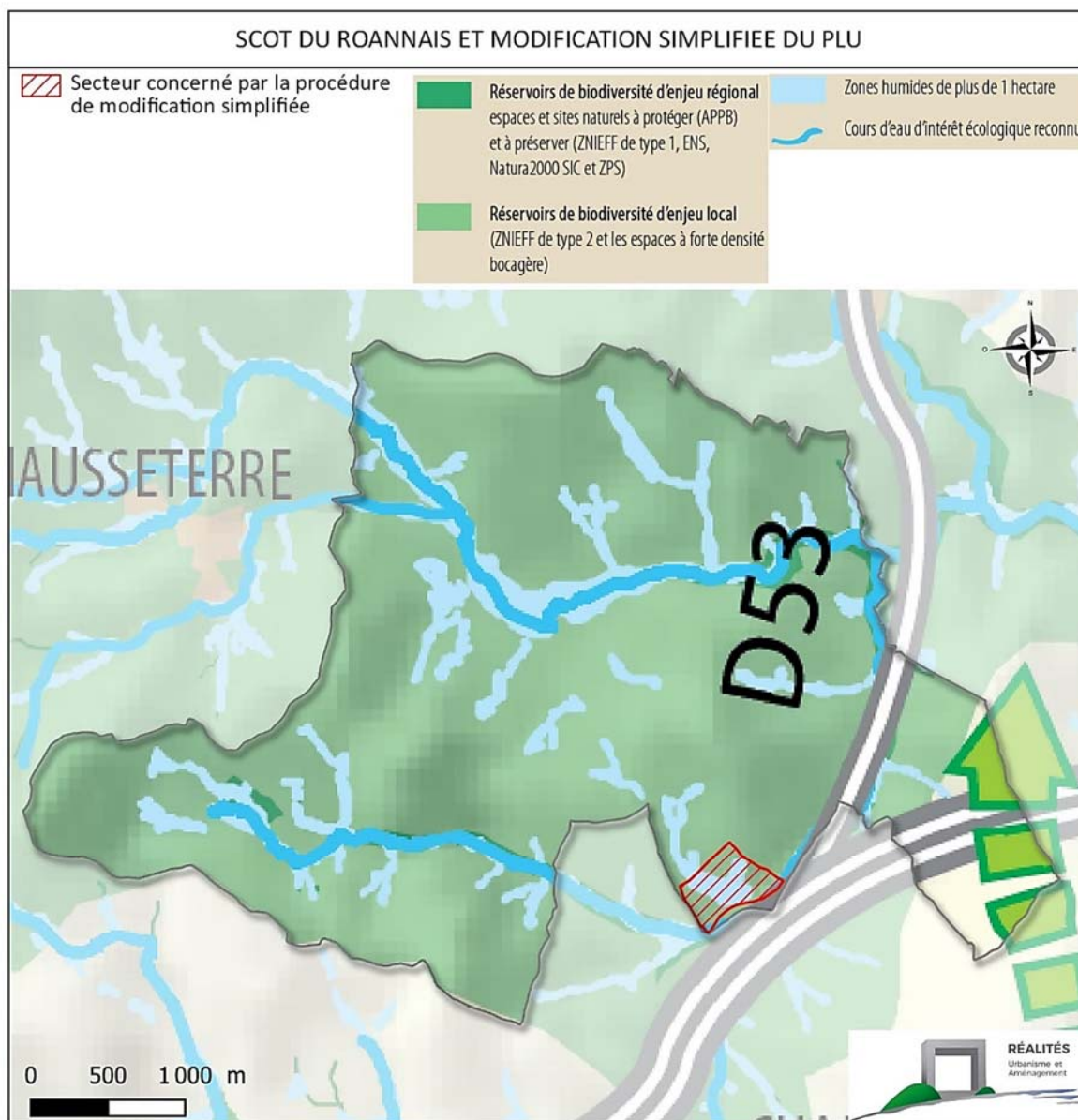
La procédure de modification simplifiée du PLU n'entraînera pas d'incidence notable sur la trame verte et bleue du SRADET.

## B. Le SCOT du Roannais

Saint-Romain-d'Urfé est concernée par un site identifié au titre de Natura 2000 (directive habitats) : Ruisseaux du Boën, Ban et Font d'Aix (Identifiant : FR8201768).

Un principe de corridor écologique est traduit dans le SCOT, à l'extrémité Sud-Est du territoire communal.





Le SCOT du Roannais reprend les éléments environnementaux décrits précédemment. Concernant le secteur de projet, il s'agit d'une zone humide de plus de 1 ha et d'un réservoir de biodiversité d'enjeu local correspondant la ZNIEFF de type II.

La procédure de modification simplifiée du PLU de Saint-Romain-d'Urfé porte uniquement sur l'ajustement de l'orientation d'aménagement de la zone AUe de Machabrée concernant la desserte interne et du règlement de cette même zone concernant le coefficient d'emprise au sol.

La procédure de modification simplifiée du PLU n'a pas d'incidence sur la prise en compte des espaces naturels et de la biodiversité du SCOT du Roannais.

L'évolution du PLU portée par la présente procédure se limite à faire évoluer certains points du règlement et des orientations d'aménagement. Aucune évolution de zonage n'est réalisée. Les secteurs présentant un sensibilité environnementale identifiés dans l'orientation d'aménagement, en particulier au niveau de la zone humide, ne sont pas impactés.

**Ainsi le projet de modification simplifiée n°1 du PLU, n'affecte aucun site à enjeux du territoire. Les secteurs à enjeux environnementaux restent donc intégralement préservés.**

## ANALYSE DES INCIDENCES SUR L'AIR, L'ENERGIE ET LE CLIMAT

Saint-Romain-d'Urfé n'est pas compris dans un territoire concerné par « une feuille de route de la qualité de l'air ».

Dans le cadre d'un document d'urbanisme, les principaux polluants atmosphériques traités sont les oxydes d'azote (NOX), les particules fines en suspension (PM10 et PM2.5), l'ozone (O3), les composés organiques volatiles non méthaniques (COVNM) et l'ammoniac (NH3) ainsi que le dioxyde de soufre (SO2).

Grâce à des mesures de l'air à de nombreuses stations intégrées à différentes variables (émission de polluants, topographie, météorologie, chimie atmosphérique...), des modélisations déterministes (pas probabilistes) permettent d'estimer les différentes valeurs de pollution de l'air dans un territoire dépourvu de station de mesures (par exemple, données annuelles par commune). Ces analyses sont réalisées par Atmo Auvergne-Rhône-Alpes.

A Saint-Romain-d'Urfé, à l'échelle de la commune, en 2021, les valeurs limites de la directive européenne ne sont pas dépassées pour ces différents polluants.

Valeurs repères - Saint-Romain-d'Urfé					
Année 2021					
Le tableau ci-dessous précise les valeurs minimales, maximales et moyennes relatives aux zones habitées de la commune afin d'être en lien avec les valeurs réglementaires des principaux polluants, définies pour la protection de la santé.					
Ces statistiques sont calculées à partir de la modélisation fine échelle (V2021.rfa.10m). Les cartes associées sont consultables <a href="#">ici</a>					
Polluant	Paramètre	Valeur min	Valeur moyenne	Valeur max	Valeur réglementaire à respecter
Dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> )	Moyenne annuelle	7	8	12	valeur limite annuelle : 40 microgramme par m <sup>3</sup>
Ozone (O <sub>3</sub> )	Nb J > 120 µg/m <sup>3</sup> /8h (sur 3 ans)	10	10	10	valeur cible santé - 3 ans : 25 jours
Particules fines (PM <sub>10</sub> )	Moyenne annuelle	10	11	11	valeur limite annuelle : 40 microgramme par m <sup>3</sup>
	Nb J > 50 µg/m <sup>3</sup>	3	3	3	valeur limite journalière : 35 jours
Particules fines (PM <sub>2,5</sub> )	Moyenne annuelle	6	6	6	valeur limite annuelle : 25 microgramme par m <sup>3</sup>

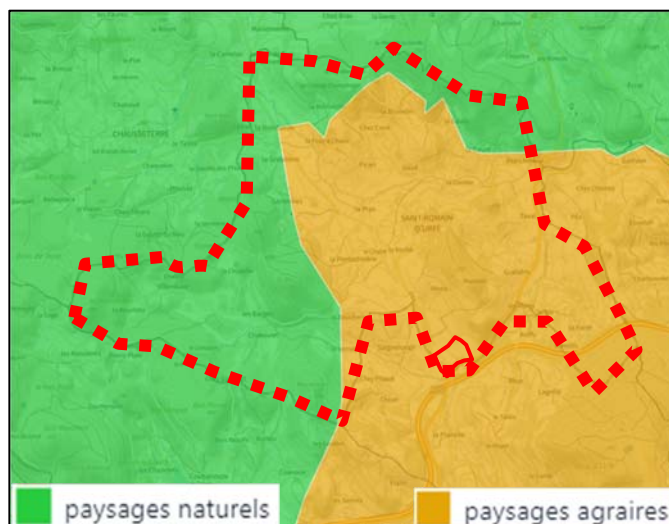
La procédure de modification simplifiée consiste à faire évoluer certains points du règlement de la zone AUe et d'ajuster l'orientation d'aménagement de la zone AUe des Machabrées concernant la desserte notamment. Cette procédure d'évolution du PLU ne génère pas d'incidence notable sur la qualité de l'air, l'énergie et le climat.

## ANALYSE DES INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE BATI

L'Observatoire régional des paysages de Rhône-Alpes classe la partie Ouest et Nord du territoire dans les paysages naturels et le reste dans les paysages agraires.

Parmi les paysages naturels, la partie Ouest du territoire fait partie de l'unité paysagère des Bois Noirs et la partie Nord des Monts de la Madeleine et du Pays d'Urfé. Concernant les paysages agraires, Saint-Romain-d'Urfé fait partie de l'unité paysagère du Bassin de l'Aix et collines après la Plaine du Forez.

Le secteur de projet concerné par la procédure de modification simplifiée du PLU se situe dans cette dernière unité paysagère. Les objectifs de



qualité paysagère sont de « rester vigilant par rapport aux fermetures, depuis les principaux points de vue et les routes touristiques ».

Avec 96,9 % du territoire communal classé en zones agricoles et naturelles, le PLU de Saint-Romain-d'Urfé affiche la volonté de préserver son cadre rural et son paysage. La volonté est également de préserver le patrimoine bâti puisque le plan de zonage identifie des éléments bâtis présentant un intérêt particulier afin de les protéger et d'apporter des prescriptions concernant leur restauration.

La procédure de modification simplifiée du PLU concerne uniquement le secteur de projet correspondant à la zone AUe des Machabrées.

Cette dernière est soumise à une orientation d'aménagement ajustée concernant la desserte interne. Les orientations définies dans principes paysagers, urbains et architecturaux ne sont pas modifiées. Elles permettent de faciliter l'intégration paysagère de la zone AUe lors de son développement.

En parallèle, le règlement de la zone AUe est modifié concernant notamment le coefficient d'emprise au sol. Aucune modification ne concerne l'article « espaces libres, plantations ».

La procédure de modification simplifiée du PLU n'a pas d'incidences sur le paysage et le patrimoine bâti.



## ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES RISQUES ET LES NUISANCES

La commune de Saint-Romain-d'Urfé est concernée par un certain nombre de nuisances et de risques. Ils ont été pris en considération lors de l'élaboration du PLU en 2008. La modification simplifiée du PLU, en ce qu'elle ne fait évoluer que les règles relatives au coefficient d'emprise au sol et à la desserte, ne constitue pas un facteur aggravant d'exposition des personnes et des biens aux nuisances ou aux risques.

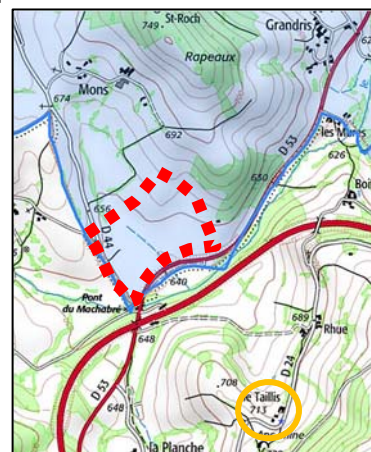
### A. Le risque sismique

La commune est située en zone de sismicité faible comme l'ensemble du département de La Loire.

### B. Le risque de mouvements de terrain

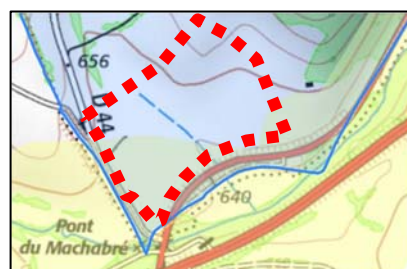
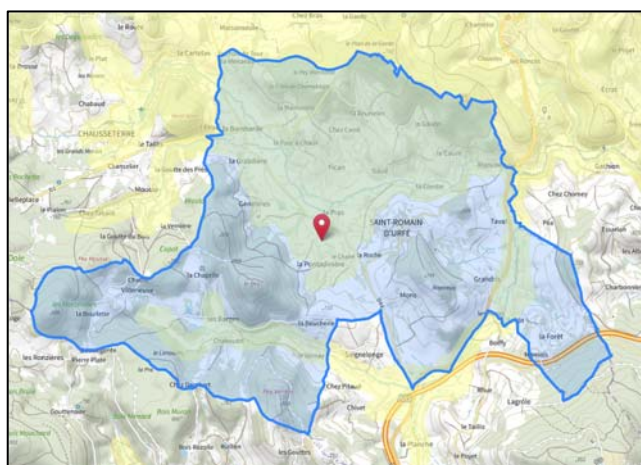
Le territoire de Saint-Romain-d'Urfé n'est pas concerné par des mouvements de terrain.

La commune voisine de Champoly a été concernée en 1983 par un mouvement de terrain par effondrement sur le secteur du Taillis. Toutefois ce dernier est éloigné du secteur des Machabrées.



### C. Le risque de retrait-gonflement des argiles

La commune de Saint-Romain-d'Urfé n'est concernée par cet aléa que sur une partie de son territoire. Les secteurs concernés sont impactés par un aléa faible. Le secteur des Machabrées est partiellement concerné par cet aléa faible. Cet aléa implique des dispositions et des précautions quant à la constructibilité.



Source : georisques.gouv.fr

### D. Le risque d'exposition au radon

Le risque de radon est identifié comme important sur l'ensemble du territoire de Saint-Romain-d'Urfé.

### E. Le risque inondation

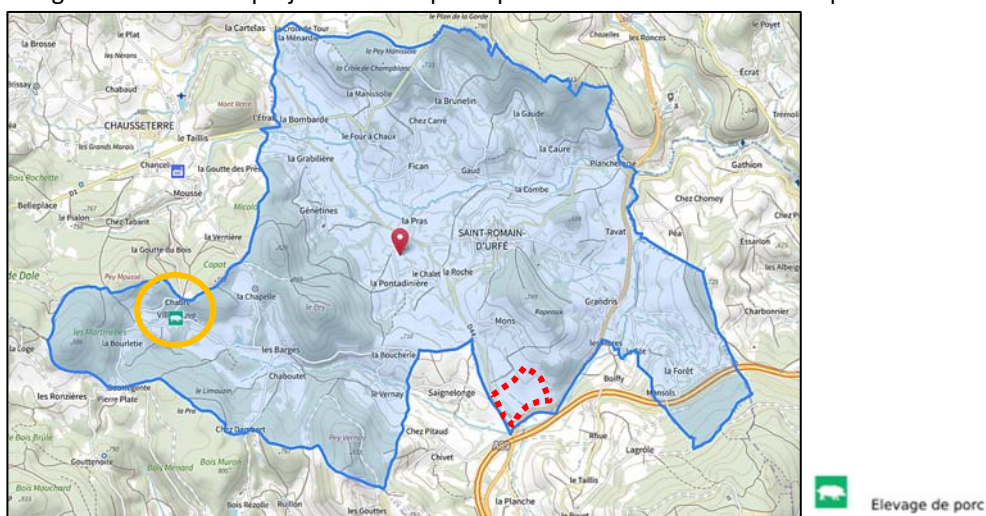
Le PLU affiche sur le plan de zonage des zones indicées « i » indiquant le caractère inondable de certains secteurs. Elles ont été tracées à partir de l'étude hydraulique conduite sur l'ensemble du bassin versant de l'Aix (DDE 42 / SIEE, 2001) définissant des zones inondables sur la Font d'Aix en crue centennale.

La modification simplifiée du PLU ne modifie le plan de zonage du PLU et le secteur de projet est éloigné des secteurs présentant un caractère inondable.

## F. Les installations classées pour la protection de l'environnement

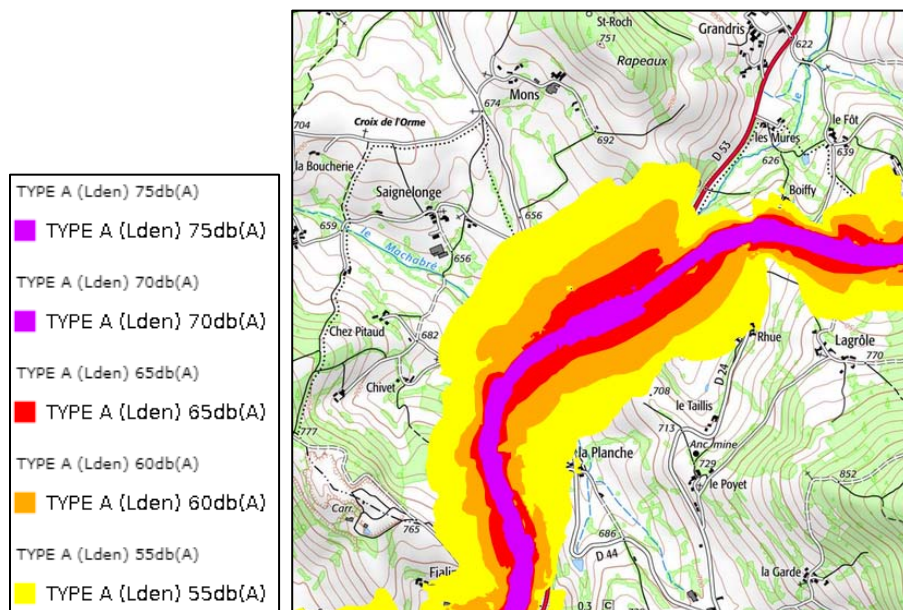
1 établissements visés par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement est implanté sur le territoire communal. Il s'agit d'un élevage de porc.

Ce site est éloigné du secteur de projet concerné par la procédure de modification simplifiée du PLU.



## G. Les nuisances sonores

Sur le territoire communal, l'autoroute A89 est concernée par la carte de bruit stratégiques des autoroutes concédées échéance 4. Le secteur des Machabrées est concerné par les nuisances sonores, comme l'atteste la carte « Lden », indicateur représentatif du niveau moyen sur l'ensemble des 24 heures de la journée.



Source : [carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr](http://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr)

Le PLU prend en compte les risques et nuisances existants sur la commune de Saint-Romain-d'Urfé.

*L'évolution du règlement et des orientations d'aménagement concernant les règles relatives au coefficient d'emprise au sol et à la desserte, ne constitue pas une aggravation de l'exposition des habitants aux risques et aux nuisances. Lors de l'élaboration du PLU, les zones constructibles avaient déjà été définies en tenant compte de la présence éventuelle de risques ou de nuisances. La délimitation de ces zones n'est pas impactée par la présente procédure.*



## ANALYSE DES INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

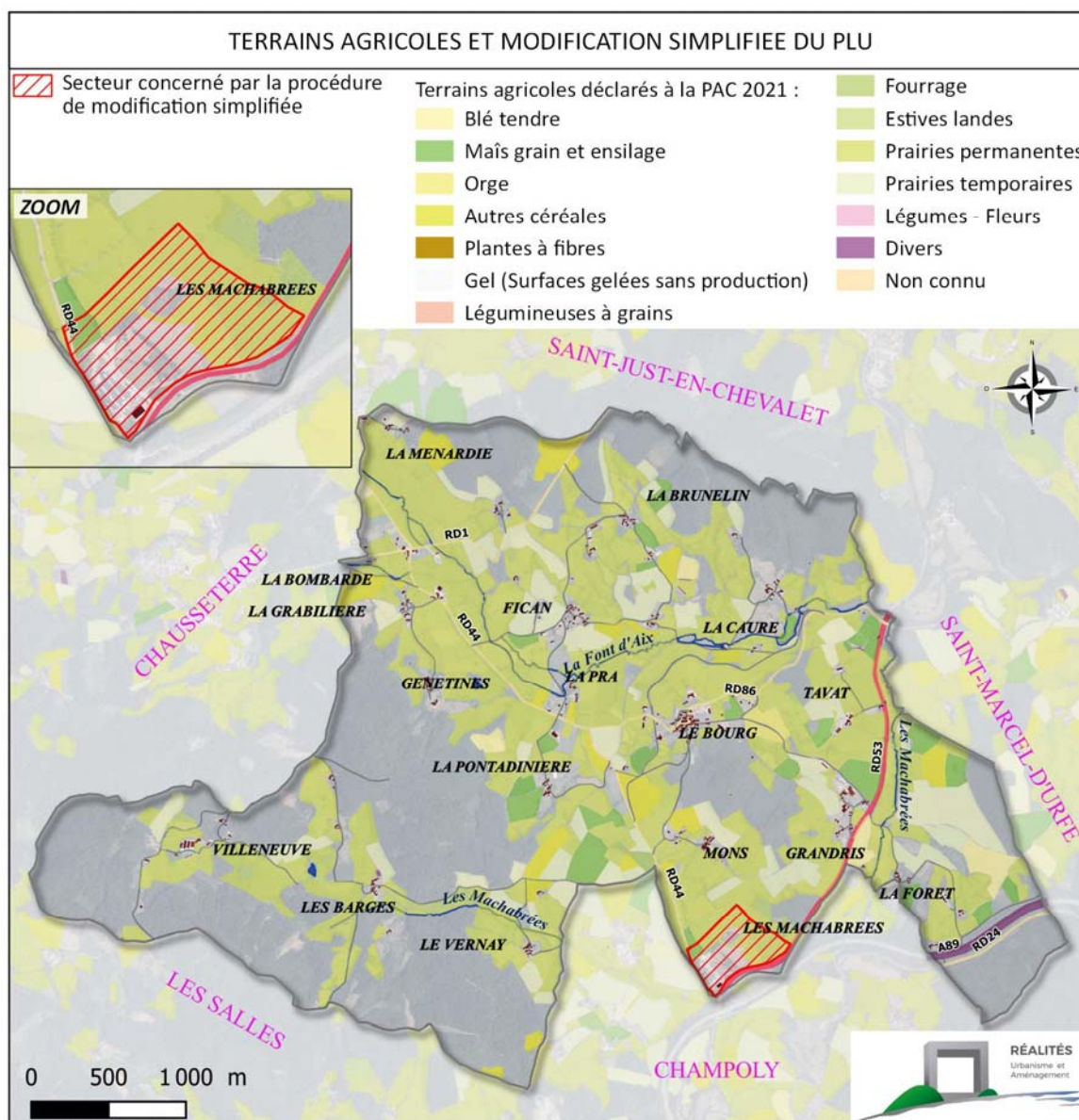
### A. Les espaces agricoles

L'agriculture est encore présente sur le territoire communal. La majorité des surfaces agricoles sont des prairies permanentes et des parcelles de maïs et de céréales en lien avec l'élevage bovin, activités agricole dominante sur le territoire de Saint-Romain-d'Urfé. Selon le RGA, la SAU des exploitations de la commune représente 757 ha en 2010, 805 ha en 1988.

Les terrains agricoles déclarés à la PAC 2021 représentent 770,3 ha, soit 51 % de la surface communale.

La zone d'activités des Machabrées, secteur concerné par la présente modification simplifiée du PLU, est partiellement utilisée en tant que prairie permanente.

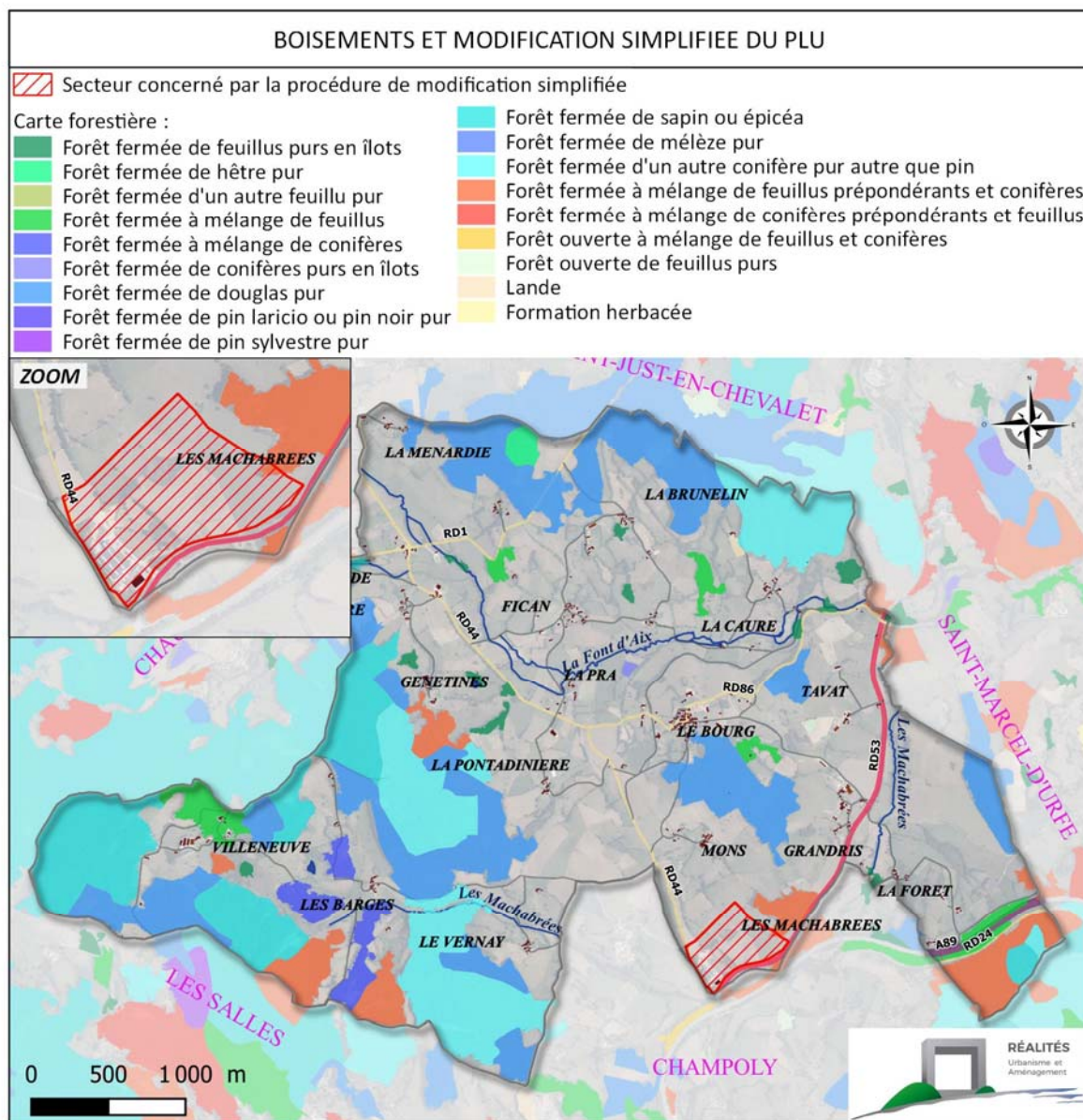
Toutefois cette procédure n'apporte aucune évolution sur le zonage du PLU et notamment sur la zone agricole. Les évolutions concernent le règlement et les orientations d'aménagement. Ainsi la procédure n'occasionne pas de consommation de parcelle agricole et génère pas de nuisance par rapport aux activités agricoles.



## B. Les espaces naturels

D'après la carte forestière (v2 – IGN), les boisements occupent 569,6 ha, soit 37 % du territoire communal.

Les secteurs boisés, naturels, ne sont pas concernés par la procédure de modification simplifiée du PLU.



D'après les données de la PAC et de la carte forestière, 88 % des terrains de la commune sont occupés par l'activité agricole ou des boisements.

Le zonage du PLU compte 96,9 % de zones naturelle ou agricole, il protège ces espaces. La modification simplifiée du PLU ne modifie pas les différentes zones du PLU.

La présente procédure n'engendre aucune consommation d'espace naturel ou agricole puisqu'elle concerne uniquement des ajustements de l'orientation d'aménagement et du règlement de la zone AUe.



## EAU POTABLE

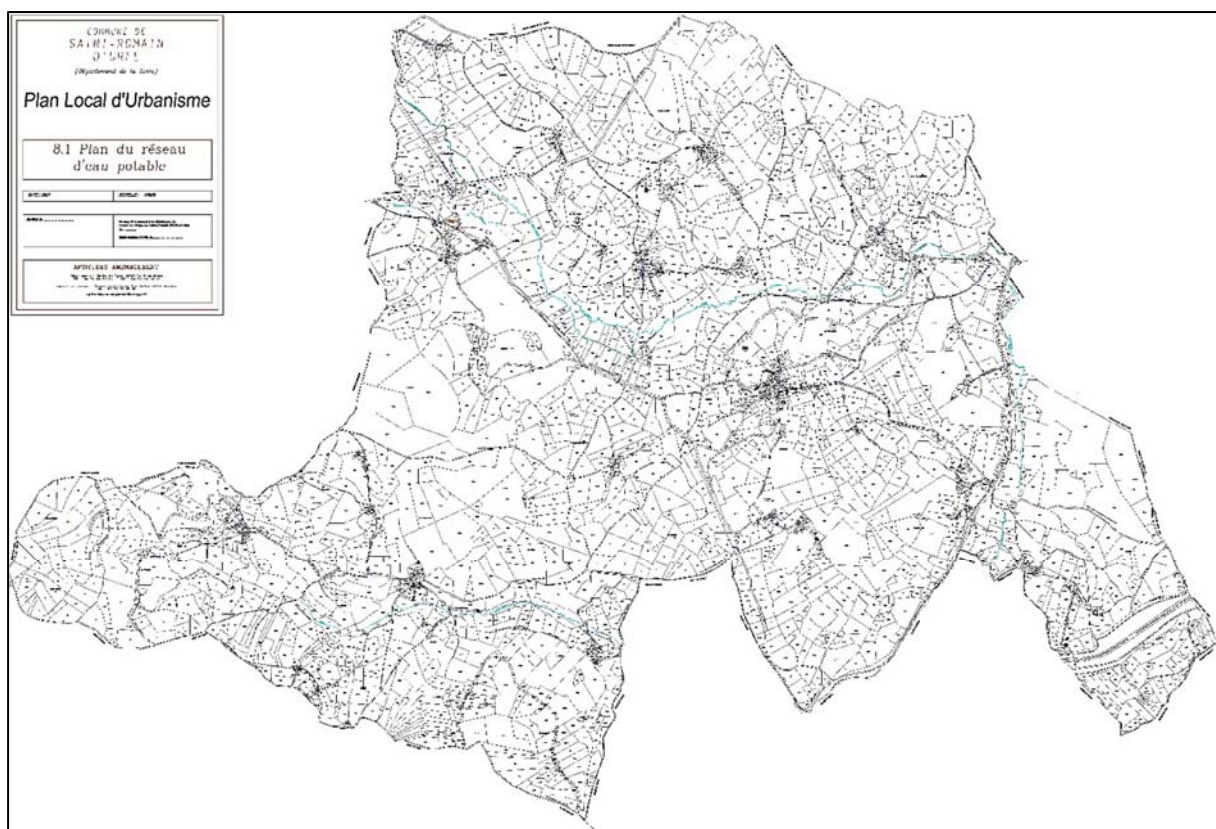
L'adduction et la distribution de l'eau potable de la commune de Saint-Romain-d'Urfé est gérée par le syndicat des eaux de la Bombarde. Le réseau est exploité par la SAUR.

Les prélèvements sur la ressource en eau se réalisent au barrage du Gué de la Chaux sur la commune de Cherier et dans la rivière Le Boën sur la commune de La Tuilière.

La commune de Saint-Romain-d'Urfé ne dispose pas de ressources particulières en eau potable.

En 2020, 20 758 habitants sont desservis au total. Le rendement du réseau de distribution est de 78,8 %.

D'après le mémoires des annexes sanitaires du PLU, le secteur de projet, zone d'activités des Machabrées, est desservie en eau potable depuis le hameau de Saignelonge par une canalisation en fonte de diamètre 200 avec 13 bars de pression.



Le site de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes mentionne la qualité de l'eau de chaque commune.

En 2021, à Saint-Romain-d'Urfé, l'eau est de bonne qualité bactériologique et conforme aux limites réglementaires pour les paramètres chimiques mesurés.



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
Liberté  
Égalité  
Fraternité

**ars**  
Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

Délégation départementale  
de la Loire

CS 93 383  
69418 LYON cedex 03  
tel : 04 72 34 74 00

## Quelle est la qualité de l'eau que vous consommez ?

Votre réseau : SI BOMBARDE  
appartient à : SI BOMBARDE  
est exploité par : SAUR

2021

**Eau de bonne qualité bactériologique et conforme aux limites réglementaires pour les paramètres chimiques mesurés.**

**A savoir**

Le contrôle sanitaire est organisé par la délégation départementale de l'Agence Régionale de Santé.

Le distributeur est tenu également de surveiller en permanence la qualité de l'eau par un examen régulier des installations et un programme de tests et d'analyses.

Des périmètres de protection doivent être mis en place afin de protéger la ressource en eau des risques de pollution.

**Conseils**

Purgez vos conduites avant de prélever de l'eau destinée à la boisson, après plusieurs jours d'absence ou si vos canalisations sont en plomb.

Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Si vous la conservez, placez-la au frais dans un récipient fermé (pas plus de 24 heures).

Signalez à votre distributeur d'eau, les changements de saveur ou de couleur de l'eau distribuée.

BACTERIOLOGIE	Interprétation	Taux de conformité	Nombre de contrôles	Nombre de non conformités
Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Limite de qualité : 0 germe / 100 ml	Bonne qualité	100%	56	0

Principaux paramètres physico-chimiques	Interprétation	Unité	Nb de contrôles	Mini	Moyenne	Maxi
<b>NITRATES</b>						
Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets industriels et domestiques. Limite de qualité : 50 mg/l	Bonne qualité	mg/L	12	0.56	1.69	3.00
<b>ARSENIC</b>						
Elément d'origine naturelle, largement répandu dans la croûte terrestre. Limite de qualité : 10 microgrammes/l	Bonne qualité	µg/L	4	0.00	0.50	2.00
<b>PESTICIDES</b>						
Substances chimiques utilisées, le plus souvent, pour protéger les cultures ou désherber. Limite de qualité : 0,1 microgramme/l pour chaque substance et 0,5 microgramme/l toute substance confondue.	Bonne qualité	µg/L	4	0.000	0.000	0.000
<b>DURETE</b>						
Teneur en calcium et en magnésium. La dureté s'exprime en degré français (°f). Il n'y a pas de limite de qualité	Eau peu calcaire	°f	12	8.61	12.90	18.03

Ce bilan a été réalisé par l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes, en application du code de la santé publique. Il a été établi à partir des contrôles sanitaires réalisés en 2021. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter la mairie de votre commune, le site internet [www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr](http://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr) ainsi que le site internet [www.eaupotable.sante.gouv.fr](http://www.eaupotable.sante.gouv.fr) qui met à votre disposition les derniers résultats d'analyse de l'eau.

042000109

La procédure de modification simplifiée du PLU concerne uniquement des ajustements de l'orientation d'aménagement (au niveau de la desserte interne) et du règlement de la zone AUe. Elle n'a aucune incidence sur les besoins en eau potable.

## GESTION DES EAUX PLUVIALES

Pour chaque zone du PLU le règlement définit des prescriptions concernant la gestion des eaux pluviales.

La « Notice assainissement » du mémoire des annexes sanitaires du PLU précise que sur la commune de Saint-Romain-d'Urfé « aucune zone ne présente de risque particulier concernant les eaux de pluies et de ruissellement (hors phénomène extraordinaire). »

Concernant la gestion des eaux pluviales, le règlement de la zone AUE définit des prescriptions spécifiques.

Extrait du règlement :

**b) Eaux pluviales :** Les eaux issues des parkings de surface et des voiries devront subir un traitement pour les hydrocarbures (débouillage – déshuilage...).

Les eaux pluviales seront infiltrées à la parcelle sauf impossibilité technique, condition de sol et sous-sol défavorable ou risque d'aggravation des nuisances.

Seul l'excès du ruissellement ne pouvant être traité sur la parcelle pourra être rejeté dans le réseau public avec obligation de retenir la moitié des eaux pluviales à la parcelle au moyen d'un dispositif de rétention individuel dûment dimensionné. Les eaux pluviales collectées devront être évacuées vers le réseau public d'eaux pluviales en respectant une limitation du débit de fuite à 5 l/s/ha. 50% des eaux pluviales pourront être rejetées directement dans les réseaux eaux pluviales sans rétention.

La procédure de modification simplifiée du PLU ajuste le règlement de la zone AUE concernant le coefficient d'emprise au sol mais n'intervient pas sur la partie concernant la gestion des eaux pluviales.

La procédure de modification du règlement porte également sur l'ajustement de l'orientation d'aménagement de la zone AUE. La partie concernant la gestion des eaux pluviales est reformulée en respectant les préconisations du règlement.

Extrait de l'orientation d'aménagement :

### GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales issues des plateformes et de la voirie seront prétraitées et régulées avant rejet au milieu hydraulique superficiel :

- ~~— 50% des lots seront régulés à la parcelle, au moyen de bassin de rétention individuel dûment dimensionné ; le débit de fuite s'évacuera dans le réseau eaux pluviales.~~
- ~~— 50% des lots pourront être rejetés directement dans les réseaux eaux pluviales sans rétention.~~

Les eaux pluviales des lots seront infiltrées de manière privilégiée à la parcelle. Seul l'excès du ruissellement ne pouvant être traité sur la parcelle pourra être rejeté dans le réseau public avec obligation de retenir la moitié des eaux pluviales à la parcelle au moyen d'un dispositif de rétention individuel dûment dimensionné.

En cas d'impossibilité technique, condition de sol et sous-sol défavorable ou risque d'aggravation des nuisances, les eaux pluviales sont rejetés aux deux bassins de rétention existants sur le site.

- les eaux pluviales de la voirie seront collectées par des noues réalisées en bordure de voie.

L'ensemble des eaux pluviales sera acheminé vers deux ouvrages de rétention (un pour le secteur Ouest, un pour le secteur Est) dûment dimensionnés.

~~Chaque ouvrage de rétention sera précédé, d'un séparateur à hydrocarbures, de classe 1 (rejet  $\leq 5$  mg/l), dûment dimensionné (au moins 20% du débit décennal).~~

La procédure de modification simplifiée du PLU n'engendre pas d'incidence notable sur la gestion des eaux pluviales, elle ne dégrade pas leur prise en compte et leur gestion.

## ASSAINISSEMENT

Le bourg de Saint-Romain-d’Urfé est desservi en assainissement collectif par une station d’épuration dimensionnée pour 190 équivalents habitant et mise en service en 2011. Une cinquantaine d’habitations sont raccordées au réseau collectif de traitement des eaux usées. Au 31 décembre 2021, la station est conforme es équipement.

Le reste du territoire est en assainissement non collectif.

La zone d’activités des Machabrées est dotée d’un système d’assainissement collectif dimensionné pour le traitement des effluents produits par les activités économiques présentes sur la zone.

La procédure de modification simplifiée du PLU concernant des ajustements de l’orientation d’aménagement de du règlement de la zone AUE qui n’interviennent pas sur la desserte en assainissement. Cette procédure n’a aucune incidence sur la gestion des eaux usées à Saint-Romain-d’Urfé.

## DECHETS

**La procédure ne concerne pas un projet d’établissement de traitement de déchets.**

La Communauté de Communes du Pays d’Urfé est compétente en matière de collecte des déchets ménagers et assimilés.

Depuis 2018, la collecte des ordures ménagères résiduelles se réalise en porte à porte. Elle a lieu les mardis de semaines impaires à Saint-Romain-d’Urfé sauf pour les gros producteurs.

Les emballages, les verres et le papier sont collectés en points d’apport volontaire.

Les habitants de la Communauté de Communes du Pays d’Urfé disposent d’une déchetterie située à Saint-Just-en-Chevalet.

La procédure de modification simplifiée du PLU n’augmente pas les capacités d’accueil en logements et activités économiques prévu par le PLU. Elle ne modifie pas les modalités de gestion des déchets prévues par le règlement du PLU. Elle n’engendre pas d’incidence notable sur la gestion des déchets.

## **L'ABSENCE D'INCIDENCE NOTABLE SUR L'ENVIRONNEMENT**

La procédure de modification simplifiée du PLU de Saint-Romain-d'Urfé porte sur des ajustements concernant la zone AUe du secteur des Machabrées.

A ce titre, l'orientation d'aménagement et le règlement de la zone AUe sont modifiés.

En effet, les objectifs sont de reprendre l'organisation de la desserte interne dans l'orientation d'aménagement concernant la zone d'activités des Machabrées et de modifier les règles relatives au coefficient d'emprise au sol dans le règlement de la zone AUe.

Ces modifications n'interviennent ni sur le zonage ni sur la prise en compte des enjeux environnementaux par le PLU.

**Cette pré-évaluation montre que les modifications apportées au PLU de Saint-Romain-d'Urfé n'engendrent pas d'incidence notable sur l'environnement ni sur la prise en compte des enjeux associés par le PLU.**

**Ainsi, la procédure de modification simplifiée du PLU peut se réaliser sans être soumise à évaluation environnementale.**

## CONCLUSION

---

Cette procédure de modification simplifiée n°1 du PLU engendre une petite adaptation du document précédent, en matière de règlement et d'orientation d'aménagement.

Cette adaptation reste une modification mineure qui ne porte pas atteinte à l'économie générale du PADD ni du PLU et ne comporte pas de risques graves ou de nuisances.

La trame verte et bleue ainsi que la prise en compte des enjeux environnementaux, telles qu'elles ont été traduites dans le PLU, soumis à évaluation environnementale, approuvé en 2008 ne sont pas remises en question par la modification simplifiée.

Aucune protection concernant les éléments de patrimoine, ou naturels ou paysagers n'a été modifiée ou supprimée.




La procédure de modification simplifiée du PLU n'induit pas de nouvelle ouverture à l'urbanisation ni de consommation d'espace naturel ou agricole.

Le règlement et les orientations d'aménagement modifiés seront intégrés au PLU.



## ANNEXES

### DELIBERATION DU MAIRE DE LANCEMENT DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU

<p>MAIRIE DE SAINT-ROMAIN-D'URFE LOIRE 42430</p> 	<p>République française DEPARTEMENT de la Loire</p> <p><b>COMMUNE DE SAINT ROMAIN D'URFE</b></p> <p><b>Séance du mardi 06 décembre 2022</b></p>
<p>Membres en exercice : 10 Présents : 9 Votants : 9</p>	<p>Date de la convocation: 29/11/2022 L'an deux mille vingt-deux et le six décembre l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Pascale MONAT, <b>Présents :</b> Pascale MONAT, Isabelle LUGNE, Louis CANUT, Christian GEORGES, Hubert PONCET, Patrice PERRET, Gérard SAVATIER, Sylvie VITRANT, Christine CANUT <b>Représentés :</b> <b>Excusés :</b> Bernard GARDETTE <b>Absents :</b> <b>Secrétaire de séance :</b> Isabelle LUGNE</p>
<p><b>Objet : ZAC du Machabrée : Modification simplifiée du PLU - DE 2022_12_03</b></p> <p>Madame le Maire présente l'opportunité et l'intérêt pour la commune d'une modification simplifiée de son plan local d'urbanisme. En effet, certains points du règlement de la zone AUe et de l'orientation d'aménagement n°2 du PLU n'apparaissent plus adaptés au regard de l'évolution du projet d'aménagement de la zone d'activités des Machabrées.</p> <p>L'objectif est de modifier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les règles relatives au coefficient d'emprise au sol,</li><li>- les orientations d'aménagement relatives à l'organisation de la desserte.</li></ul> <p>Madame le Maire précise que ces évolutions mineures du PLU relève d'une procédure de modification simplifiée. Elles ne portent pas atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme. De même, il n'est prévu aucune réduction de zones agricoles ou naturelles et aucune suppression d'espaces boisés classés ou autre protection particulière. Cette modification n'induit aucun risque de nuisances et aucune augmentation des possibilités de construction de plus de 20%.</p> <p>Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-46 Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 5 décembre 2008. Madame le Maire stipule que tous les frais afférents à cette modification seront pris en charge par la CCPU.</p> <p>Après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• D'autoriser Mme le Maire et de lui donner pouvoir pour engager une procédure de modification simplifiée du plan local d'urbanisme.</li><li>• Prend acte que tous les frais afférents à cette modification seront pris en charge par la CCPU.</li></ul> <p style="text-align: right;">Copie certifiée conforme au registre. Fait à ST ROMAIN D'URFE, le mardi 06 décembre 2022 Le Maire, Pascale MONAT.</p> <p>Le Secrétaire de séance, Isabelle LUGNE.</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin-top: 20px;"><p>SOUS PREFECTURE DE ROANNE Date de réception de l'AR: 16/12/2022 042-214202822-20221206-DE_2022_12_03-DE</p></div> <div style="text-align: right; margin-top: 20px;"></div>	

## ARRETE DU MAIRE DE LANCEMENT DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU

Département de la Loire  
Canton de Renaison  
COMMUNE DE SAINT ROMAIN D'URFE  
42430 ST ROMAIN D'URFE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE ARRETE AR\_2023\_02

Arrêté engageant la procédure de modification simplifiée du plan local d'urbanisme de la commune de  
ST ROMAIN D'URFÉ

Le Maire,

- 1- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-46 ;
- 2- Vu la délibération du 5 décembre 2008 approuvant le plan local d'urbanisme ;

- Considérant que le plan local d'urbanisme nécessite d'être modifié car certains points du règlement de la zone AUe et de l'orientation d'aménagement n°2 du PLU n'apparaissent plus adaptés au regard de l'évolution du projet d'aménagement de la zone d'activités du Machabré.

### ARRETE

#### Article 1

En application des dispositions des articles L. 153-36 à L. 153-46 du code de l'urbanisme, une procédure de modification simplifiée du plan local d'urbanisme est engagée.

#### Article 2

Le projet de modification simplifiée porte sur :

- les règles du règlement relatives au coefficient d'emprise au sol,
- les orientations d'aménagement relatives à l'organisation de la desserte.

#### Article 3

Le dossier sera transmis pour avis à Monsieur le sous-préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

#### Article 4

Une copie du présent arrêté sera adressée à M. le sous-préfet.  
Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Fait à St Romain d'Urfé Le 17/01/2023  
Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte  
Le Maire, Pascale MONAT

*P. Monat*

SOUS PREFECTURE DE ROANNE  
Date de réception de l'AR: 17/01/2023  
042-214202822-20230117-AR\_2023\_02-AR

